

R A P P O R T

Cose

FRC

26117

FAIT

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

Dans la Séance du 22 Juillet dernier,

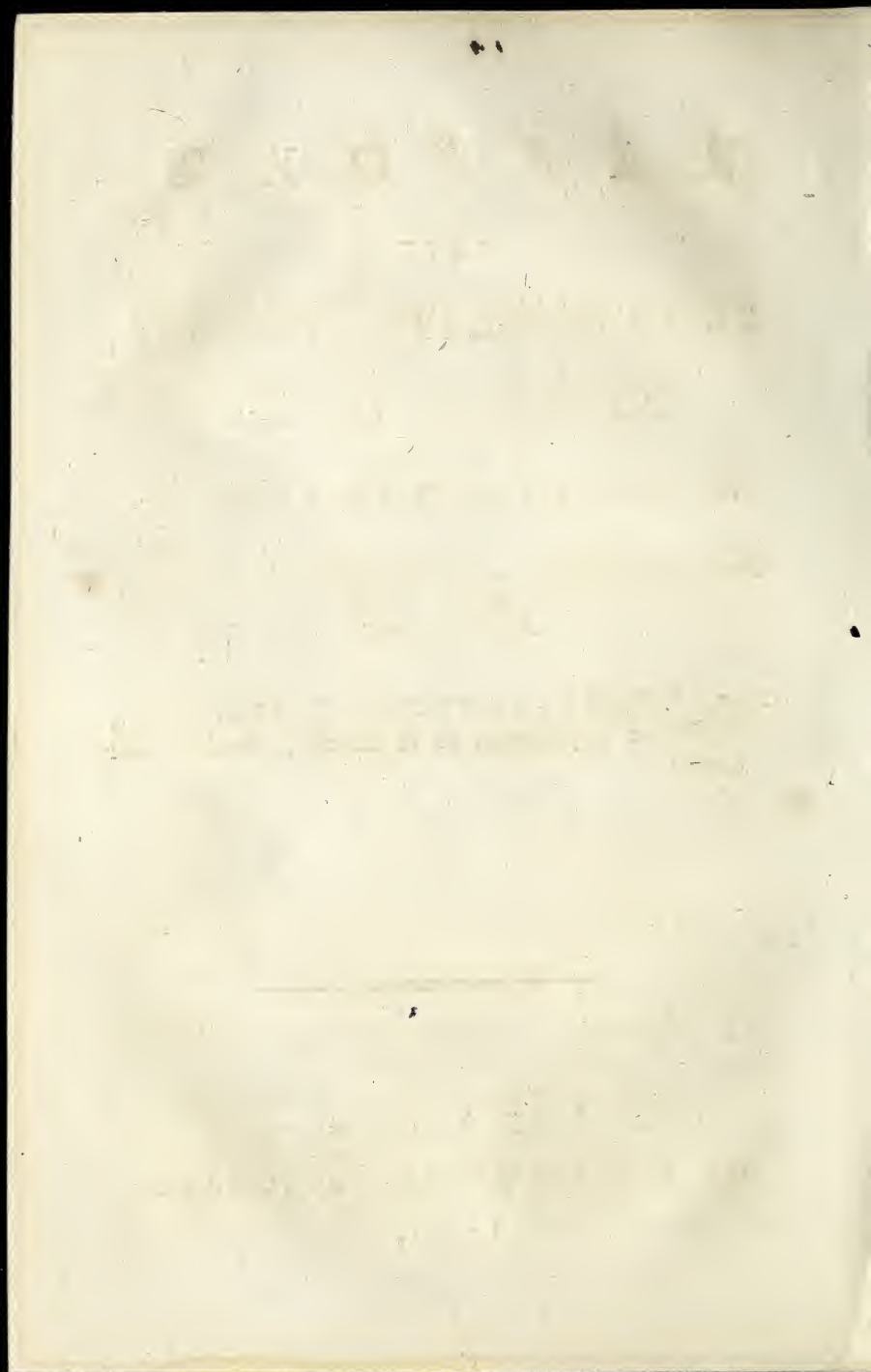
AU NOM DU COMITÉ DES RAPPORTS,

*Sur les troubles survenus dans la ville de
Montauban ;*PAR PIERRE - JACQUES VIEILLARD,
Député du Département de la Manche, Membre dudit
Comité.

A P A R I S ,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.

1790.

THE NEWBERRY
LIBRARY



R A P P O R T

F A I T

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

Dans la Séance du 22 Juillet dernier,

AU NOM DU COMITÉ DES RAPPORTS,

*Sur les troubles survenus dans la ville
de Montauban.*

M E S S I E U R S ,

Au mois de Juillet dernier, il se forma, dans la ville de Montauban, une Garde Nationale.

Le 11 Septembre suivant, il fut fait un Règlement général provisoire, relatif à la formation, organisation, service & discipline. Trois bataillons furent créés : chaque bataillon, composé de huit compagnies : chaque compagnie de cent hommes, y compris les Officiers. Il fut

A 2

en outre créé une compagnie de Dragons, dont le nombre fut fixé à soixante hommes, sauf à être augmentée, suivant les circonstances. Les Officiers furent élus au scrutin, & devoient être renouvelés ou confirmés tous les six mois, excepté ceux de l'Etat-major, dont les fonctions devoient durer un an.

Ce Règlement, fait d'accord avec l'ancienne Municipalité, fut exécuté.

§. I^{er}.

Corps de Volontaires.

Au mois de Février, il s'éleva une espèce de mésintelligence entre la Garde Nationale & les Officiers Municipaux qui venoient d'être élus en exécution de vos Décrets.

Des brigands avoient essayé de piller, de brûler & de dévaster quelques châteaux : la Garde Nationale offrit ses services à la Municipalité ; elle fut même employée avec succès dans quelques circonstances.

Quelques Citoyens, qui n'étoient point de la Garde Nationale, se qualifièrent de Corps de Volontaires, &, sous le prétexte de porter des secours & de poursuivre les brigands, se mirent en activité : ils rendirent compte à l'Assemblée Nationale des mouvemens qu'ils s'étoient donnés & des poursuites qu'ils avoient faites. L'Assemblée autorisa son Président à leur écrire une lettre par laquelle il leur témoigneroit la satisfaction de l'Assemblée Nationale, de la conduite qu'ils avoient tenue.

Cette lettre fut rendue publique à Montauban, par la voie de l'impression. Les Volontaires obtinrent, des Officiers Municipaux, la transcription sur les registres de la Municipalité ; cet enregistrement contient des éloges donnés au zèle & aux sentimens qui animoient les Vo-

lontaires pour la cause publique; il fut fait mention de l'enregistrement, à la suite de la lettre imprimée.

La Garde Nationale ne vit point avec indifférence les conséquences qui pouvoient résulter de la distinction d'un Corps de Volontaires d'avec les autres Soldats-citoyens : elle présenta, le 7 Mars, à la Municipalité, sa pétition à cet égard; elle observa aux Officiers Municipaux que l'enregistrement qu'ils avoient fait faire donnoit lieu d'induire qu'ils donnoient une existence légale à un Corps qui ne devoit en avoir aucune. Elle représenta les troubles occasionnés dans la ville de Lyon par l'existence de deux Corps rivaux, & l'effusion de sang qui s'en étoit ensuivie. Elle invoqua une Ordonnance de l'ancienne Municipalité, qui avoit rejeté ce Corps de Volontaires. Elle demanda, avec instance, aux Officiers Municipaux, de déclarer, par acte authentique, qu'il n'existoit à *Montauban d'autre Corps Militaire National que celui qui portoit la dénomination de Garde Nationale Montalbanoise; & de faire défenses aux Volontaires de s'assembler, sauf à s'incorporer dans la Garde Nationale.* Celle-ci manifestoit, dans cette pétition, le désagrément qu'elle éprouveroit d'avoir, dès le premier pas, à réclamer auprès de l'Assemblée Nationale une justice que les Officiers Municipaux auroient refusée.

Le lendemain, 8 Mars, la Municipalité fit imprimer & afficher une proclamation. Le préambule annonce son mécontentement sur le ton & la forme de la pétition, sur la menace de se pourvoir à l'Assemblée Nationale : elle dit que les Volontaires n'avoient pas intention de former un Corps permanent, ni la Municipalité celle de leur donner une existence légale.... Elle termine par déclarer qu'il n'y a lieu de prononcer sur la pétition dont il s'agit, & par faire défenses de se réunir en Assemblée, soit générale, soit particulière, sans en avoir prévenu la Municipalité, sans néanmoins empêcher la Garde Nationale de délibérer sur les objets qui pouvoient légitimement la concerner.

Une lettre de M. le Président de l'Assemblée Nationale, adressée à la Garde Nationale le 19 Mars, dû terminer toute difficulté sur cet objet, en annonçant que la création d'un Corps de Volontaires étoit contraire aux Décrets de l'Assemblée Nationale, dont les principes étoient de maintenir l'unité de Corps, parmi les Gardes Nationales.

§. I I.

Question sur les armes.

Il s'éleva bientôt une autre contestation.

La nouvelle Municipalité, d'après la délibération du Conseil-général de la Commune du 14 Mars, fit une requisi-tion, au Colonel ou Commandant, d'envoyer & faire remettre au Secrétariat de l'Hôtel-de-ville les clefs de l'arsenal, magasins, dépôts d'armes, de munitions & autres effets généralement quelconques. Ces clefs avoient été laissées par l'ancienne Municipalité à la disposition du Commandant.

Sur cette demande le Conseil de guerre députa quatre de ses Membres vers la Municipalité, pour lui remettre les clefs des poudres & munitions, & pour lui observer que le Commandant n'avoit pas à sa disposition la clef du grand arsenal, où étoient renfermés quatre cents fusils; que cette clef étoit déposée au greffe de la Commune; qu'il n'avoit que celle du petit arsenal, où étoient cent cinquante fusils, tant pour le service extraordinaire de la Garde Nationale, que pour s'exercer au maniement des armes.

Les Députés du Conseil de guerre demandèrent à la Municipalité, que cette clef restât à la disposition du Commandant de la Garde Nationale: ajoutant que les intentions des chefs étoient d'assembler les bataillons, les jours de dimanches & fêtes, pour les exercer & leur apprendre les évolutions militaires.

La Municipalité ne se contenta pas des clefs qui lui étoient remises ; elle ne goûta point les raisons sur lesquelles la Garde Nationale s'appuyoit pour demander la conservation , chez le Commandant , de la clef du petit arsenal.

Elle fit , le 21 Mars, une seconde requisiſtion à M. de Preiffac, Colonel, de remettre le lendemain la clef du petit arsenal.

Dès le lendemain 22 , la Garde Nationale prit un arrêté de déſérer à cette requisiſtion : *« Parce que , dit-elle , elle s'emprefſera , dans toutes les occaſions , de donner à MM. les Officiers Municipaux le témoignage des ſentimens qui l'animent , & qui ſont inſéparables du ſerment qu'elle a prêté de maintenir la paix , & de défendre de toutes ſes forces & de tout ſon courage les Décrets émanés ou à émaner de l'Assemblée Nationale. »*

Après avoir obéi proviſoirement aux ordres des Officiers Municipaux , la Garde Nationale vous a préſenté , le 24 Mars dernier , une adreſſe dans laquelle elle demande qu'on confie au Commandant les armes qui lui ſont néceſſaires , pour s'exercer & apprendre les évolutions militaires. Elle ajoute que ce feroit mettre des entraves inſurmontables à ſon zèle patriotique , ſi on lui refuſoit d'avoir à ſa diſpoſition les ſix cents fuſils déposés dans les arsenaux , fuſils dont le nombre eſt inſuffiſant pour armer une Garde Nationale de plus de 2,000 hommes.

§. I I I.

Projet de Fédération.

L'ordre des faits exige que je vous rappelle ici , Meſſieurs , un troiſième objet de diſcuſſion , entre la Garde Nationale & la Municipalité. Vous en avez déjà eu

connoissance : mais la majeure partie des faits vous est inconnue ; & il est indispensable que le tableau de ce qui s'est passé entre ces deux Corps vous soit présenté dans son ensemble.

Dans les premiers jours de Mars, la Garde Nationale de Montauban crut que, pour mieux déconcerter ceux qui troublaient la Province, elle devoit tenter de faire un pacte fédératif avec toutes les Gardes Nationales voisines ; elle avoit, sous les yeux, l'exemple de ce qui s'étoit passé entre les Gardes Nationales du Vivarais & du Dauphiné ; une autre fédération faite sous les murs de Montélimart, le 13 Décembre ; & plus récemment encore le pacte fédératif des Municipalités d'Anjou & de Bretagne, réunies à Pontivy ; & celui des Gardes Nationales des dites Provinces.

Une lettre circulaire fut imprimée le 13 Mars, & envoyée de la part de la Garde Nationale Montalbanoise, aux Gardes Nationales de la Province, avec invitation à la Fédération. Elle nomma des Députés pour se rendre dans les Villes voisines, & leur donna des pouvoirs pour fixer les bases de l'association demandée.

Plusieurs Villes acceptèrent avec transport la proposition qui leur étoit faite. La Ville de Cahors nomma des Commissaires pour rédiger le Traité conjointement avec les Députés de Montauban. Ce plan fut rédigé & adopté le 15 Mars. On convint d'une invitation aux autres Villes, sous la condition, toutefois, *que les troupes ainsi fédérées ne pourroient se mettre en activité que conformément aux règles établies ou à établir par l'Assemblée Nationale.* Le premier jour de correspondance entre les Commissaires respectifs fut fixé à Caussade, & marqué au 8 Avril.

Plusieurs autres Villes acceptèrent, comme Cahors, le plan fédératif, & nommèrent des Commissaires pour se rendre au jour convenu à Caussade.

Le 29 Mars, la Garde Nationale de Montauban & le Régiment de Languedoc, en garnison dans cette

ville, firent aussi un acte d'association, & s'engagèrent réciproquement, sous la foi du serment, *d'être soumis irrévocablement aux Décrets de l'Assemblée Nationale, sanctionnés par le Roi, d'en maintenir l'exécution, & de la forcer même, à la première requisition de la Municipalité.*

Une copie de cet acte vous fut alors envoyée, avec une adresse des deux Corps unis.

Le Conseil militaire instruisit aussi les Officiers Municipaux de Montauban, de ses démarches. Il leur annonça son projet de Fédération avec les Gardes Nationales voisines, *destinées toutes à agir*, leur dit-il, *sur les requisitions des Corps Administratifs & Municipaux, & de concert entre elles, pour la cause commune.*

Le Conseil de Guerre demanda en même temps à prêter le serment civique, pria MM. les Officiers Municipaux d'y assister, & de leur délivrer, pour ce jour-là, les armes qui étoient à leur disposition.

Le Corps Municipal rendit le 29 Mars, sur le requisitoire du Procureur de la Commune, une ordonnance, *qui déclare la lettre circulaire de la Milice Nationale Montalbanoise, & le projet de Confédération qu'elle renferme, contraires aux principes de son institution, aux loix & aux décrets de l'Assemblée Nationale : supprime en conséquence ladite lettre ; fait défenses d'y donner aucune suite, de rien faire ou entreprendre qui te à l'exécution dudit projet : le tout à peine de désobéissance, & sous les autres peines de droit.*

Il paroît que cette ordonnance, qui fut affichée le 30 Mars, & l'adresse du Comité Militaire se croisèrent ; & que la Garde Nationale, en rédigeant son adresse, ne connoissoit pas l'ordonnance de la Municipalité, de même que celle-ci ignoroit l'adresse.

La Municipalité, qui avoit conçu & qui avoit dit que la Garde Nationale vouloit faire une Fédération

indépendante, & vouloit se soustraire à l'autorité du Corps Municipal, fut désabusée de cette erreur à la lecture de l'adresse & de l'acte fait avec le Régiment de Languedoc. Il y eut alors des conférences entre les deux Corps. Des Commissaires furent nommés entre la Municipalité & la Garde Nationale, pour indiquer le parti le plus propre à faire cesser l'impression que produisoit l'ordonnance mortifiante pour la Garde, qui avoit été affichée le 30 Mars.

Les Commissaires rédigèrent un projet, qui expliquoit les intentions de la Garde Nationale, de n'user de ses forces, que sur la requisition de la Municipalité. Ce projet ne fut pas entièrement adopté par le Corps Municipal.

Il tardoit à la Garde Nationale de le voir s'effectuer. Le 3 Avril, l'Etat-Major écrivit à la Municipalité, pour la prier de donner la publicité la plus prompte à cet acte conciliatoire. Le Corps Municipal s'assembla le même jour, & sur le requisitoire du Procureur de la Commune, il rendit l'ordonnance ainsi conçue :

« *Déclarons recevoir avec satisfaction le témoignage des sentimens de ladite Garde Nationale, & de l'intention, par elle manifestée, de demeurer toujours liée aux ordres & requisitions de la Municipalité... Déclarons en outre, que, sans entendre nous opposer aux concours & associations autorisées par le Décret du 23 Février, sanctionné le 26, tendant lesdits concours & associations à faire agir, avec intelligence & concert, les forces Nationales de divers lieux employées sur la requisition de l'autorité légitime, la Municipalité persiste à improuver toute autre espèce de Fédération; & ce jusqu'à ce que l'Assemblée législative ait déterminé l'organisation des Gardes Nationales. -- Sur tous les autres objets de ladite adresse déclarons, quant à présent, n'y avoir lieu de prononcer.* »

Ces autres objets étoient l'invitation faite par la Garde Nationale aux Officiers Municipaux, d'assister, le mardi d'après Pâques, au Serment Civique qu'elle demandoit à prêter; & la remise, pour ce jour-là, des armes dont le Corps Municipal étoit le dépositaire.

J'ai eu l'honneur de vous dire, Messieurs, que le pacte fédératif fait avec le Régiment de Languedoc, vous avoit été aussitôt envoyé avec une adresse. -- Cette adresse fut lue à votre Séance du 8 Avril.

Il vous fut alors proposé, Messieurs, que M. le Président fût chargé d'écrire au Régiment de Languedoc & à la Garde Nationale, pour donner à ces deux Corps, un témoignage authentique de la satisfaction de l'Assemblée Nationale.

Cette proposition éprouva des contradictions, parce qu'un membre observa qu'il existoit une ordonnance de police, rendue par la Municipalité, qui avoit désapprouvé la démarche faite par la Garde Nationale, sans avoir prévenu la Municipalité, d'étendre la Fédération aux Milices Nationales voisines.

On n'étoit pas alors certain de l'existence de cette ordonnance; & l'Assemblée Nationale décréta le 8 Avril: « Qu'il » seroit fait mention honorable, dans le procès-verbal, de » l'adresse commune de la Milice Nationale de Montauban, & du Régiment de Languedoc; & que M. le Président écrirait, tant à cette Milice, qu'à ce Régiment, » pour leur témoigner la satisfaction de l'Assemblée. »

Il fut aussi décrété que les pièces relatives à l'ordonnance de police, rendue par le Conseil Municipal de Montauban, étoient renvoyées au Comité des rapports.

Ce Comité rendit compte de cette affaire le 10 du même mois; &, après une discussion étendue, l'Assemblée décréta ainsi qu'il suit:

« L'Assemblée Nationale consacre de nouveau, le » principe de la subordination des Gardes Nationales » aux Municipalités, par l'intermédiaire desquelles les

» ordres du pouvoir exécutif doivent toujours leur être
» transmis.

» Au surplus, considérant que le pacte fédératif, proposé dans la lettre circulaire, écrite par la Garde Nationale de Montauban, le 13 Mars dernier, a été dicté par le plus pur patriotisme, & n'a pu avoir pour objet, de se soustraire à l'autorité de la Municipalité, à laquelle elle est entièrement subordonnée, elle ap- prouve le zèle de la Garde Nationale, & charge son Président de lui écrire, ainsi qu'à la Municipalité, pour les engager à travailler de concert au maintien de la Constitution & de la tranquillité publique. »

Ici, vous remarquerez, Messieurs, que, lors de ce Décret, vous n'aviez sous les yeux, ni l'adresse remise par le Conseil militaire à la Municipalité le 30 Mars, ni la deuxième Ordonnance rendue par les Officiers Municipaux le 3 Avril. En présumant avantageusement du projet de lettre & des sentimens de la Garde Nationale, on vous avoit cependant inspiré un genre de défiance sur la soumission de cette Garde, de n'agir que sur la requisition des Officiers Municipaux : vous n'étiez point instruits de l'explication faite du mal-entendu qui avoit régné entre la Garde Nationale & la Municipalité.

Jusques-là, Messieurs, les difficultés sembloient devoir facilement s'applanir. Il n'y avoit réellement de question que relativement aux armes, dont la Garde demandoit que la disposition fût confiée à son Commandant : votre décision devoit déterminer de quelle manière il en seroit usé à cet égard.

Mais, telle a été la mésintelligence, l'éloignement entre deux Corps qui ne devoient jamais agir que de concert, qu'une question n'étoit pas plutôt terminée, qu'une autre lui succédoit, ou plutôt il s'en élevoit plusieurs dans le même temps.

§. I V.

*Contestations relatives à l'augmentation des Bataillons
& Compagnies.*

Les personnes qui avoient, dans les mois de Janvier & de Février, pris la qualité de Volontaires, n'étoient point employées dans la Garde Nationale; elles savoient bien qu'on ne refuseroit pas de les y admettre: mais il leur répugnoit sans doute d'être incorporées, & d'avoir à servir sous le commandement & avec ceux qui s'étoient opposés à ce que les Volontaires formassent un Corps distinct.

Le Procureur de la Commune donna un requisitoire à la Municipalité, le 6 Avril; il exposa que, le 29 Mars, il lui avoit été fait renvoi de deux pétitions.

La première, dit-il, est l'ouvrage d'un très-grand nombre de Citoyens notables & distingués, dont les signatures couvrent plusieurs pages, & qui demandent une augmentation de compagnies, sous le prétexte de l'oubli fait, dans le principe, de plusieurs Citoyens, & de nécessité pour la Ville.

Le Procureur de la Commune donne des éloges au zèle & au patriotisme des pétitionnaires, à l'égard desquels il falloit s'empresse, suivant lui, de réparer la faute que le trouble & la précipitation du moment ne permirent pas même d'apercevoir.

La seconde pétition, continue le Procureur de la Commune, a été faite par plusieurs Soldats-citoyens qui improuvent le projet de fédération, & expriment leurs vœux pour que les Citoyens, dignes d'être armés, & qui ne le sont pas, soient admis dans la Garde Nationale, & qu'il en soit formé de nouvelles compagnies.

Une copie de ces deux pétitions, certifiée par M. Lussan-d'Esparbès, remise, depuis quelque temps, à votre

Comité, annonce qu'elles sont souscrites de trois cents & quelques Citoyens.

D'après les conclusions du Procureur de la Commune, la Municipalité prononça ainsi, le 6 Avril :

« Nous, Officiers municipaux, vu le requisitoire ci-dessus & les pétitions y énoncées, & y faisant droit, avons donné acte aux Membres de la Garde Nationale de leur désaveu, consigné dans celle desdites pétitions qui les concerne; &, en acceptant le projet d'une augmentation du nombre des compagnies dans la Garde Nationale Montalbanoise, & dans la vue de conserver l'unité de Corps conforme aux vœux de l'Assemblée Nationale, exprimés dans la lettre de son Président, du 27 Mars dernier, ordonnons que tous les Citoyens, capables de porter les armes, & dignes d'en recevoir l'honneur, seront admis dans ladite Garde Nationale, tant ceux qui s'y trouvent déjà employés, comme surnuméraires, au-delà de soixante-quatre hommes par compagnie, que tous autres qui se sont déjà présentés ou qui se présenteront : auquel effet, il sera ouvert un rôle dans le Secrétariat de l'Hôtel-de-ville, dans lequel chacun des aspirans pourra se faire inscrire pendant le délai de huitaine, pour, après ledit rôle fait, être pourvu, d'après le nombre des inscrits & en la meilleure forme que de droit, à l'augmentation des compagnies de la Garde Nationale Montalbanoise, suivant le plan qui sera par nous jugé le plus convenable : ordonnons que la présente ordonnance sera imprimée, &c. &c. »

Vous devez d'abord, Messieurs, être étonnés de ce qu'on parle de surnuméraires & de ce qu'on nomme ainsi ceux reçus dans chaque compagnie, après le nombre de soixante-quatre hommes. Votre Comité, qui n'a eu sous les yeux, à cet égard, que le Règlement qui fixoit le nombre des hommes par compagnie à cent, a demandé cette explication aux Députés de Montauban; il lui a été

répondu que , pour opérer , autant qu'il seroit possible , l'égalité de nombre parmi les compagnies , on étoit convenu verbalement de les porter toutes d'abord à soixante-quatre , afin qu'il n'y en eût pas de cent , tandis qu'il y en auroit d'autres qui ne seroient composées que de trente ou quarante hommes.

Quant à la qualité de surnuméraire , elle étoit donnée à celui qui , n'ayant pas été , dès le principe , dans une compagnie , s'y seroit fait agréger : alors , on exigeoit qu'il fût pendant trois mois surnuméraire , avant de pouvoir obtenir un grade dans cette nouvelle compagnie.

La Garde Nationale s' alarma du plan de composition des nouvelles compagnies. Elle crut appercevoir que cette prétention , élevée par ceux-là mêmes qui avoient agi d'abord comme volontaires , tendoit à faire revivre , sous une autre dénomination , le projet , rejeté par l'Assemblée Nationale elle-même , de faire une troupe particulière de ceux qui s'étoient qualifiés de Volontaires.

D'après la publication de cette ordonnance de la Municipalité , M. de Puy-Montbrun , Commandant-général , se décida à assembler les compagnies de la Garde Nationale pour délibérer à cet égard ; mais il prévint , avant tout , la Municipalité , de cette Assemblée.

La Municipalité , informée de ce projet , fit , le 7 Avril , une requisition au Commandant , conçue en ces termes :

„ Nous , Officiers Municipaux de la Commune de Mont-
 „ tauban déclarons n'entendre empêcher l'Assemblée de
 „ la Garde Nationale Montalbanoise , en tant que ladite
 „ Assemblée ne se formera que par compagnies séparées ,
 „ à jours , lieu & heure différens : à quoi MM. les Com-
 „ mandans de la Garde Nationale sont requis de tenir
 „ la main. „

M. de Puy-Montbrun répondit sur-le-champ , que , quoiqu'il fût convaincu que la police du corps lui appar-

tint, il retiroit ses ordres, & faisoit à la Patrie ce nouveau sacrifice.

Le lendemain, 8 Avril, la Municipalité apprit que non-obstant que le Commandant eût retiré ses ordres, plusieurs compagnies s'étoient rendues chez M. de Puy-Montbrun. Elle fit une nouvelle requisition, dans laquelle elle dit qu'on lui a rapporté qu'il a été usé de menaces envers quelques membres de la Garde Nationale ; persiste à la requisition de la veille ; & en la renouvelant, en tant que de besoin, requiert fortement *M. de Puy-Montbrun, Commandant de ladite Garde Nationale*, de ne pas souffrir qu'il y soit contrevenu, à peine de demeurer personnellement garant & responsable des évènements & désordres qui pourroient en résulter, & sous toutes les autres peines de droit.

Le 10 Avril, l'Etat-Major de la Garde Nationale fit à la Municipalité la déclaration « *que la Garde avoit rendu* » compte à l'Assemblée Nationale, par des Députés extraordinaires, des ordonnances du Corps municipal des » 29 Mars, 3 & 6 Avril, ainsi que des requisitions du » 7 & du 8, pour par elle statuer sur le tout : & attendu ce » recours à l'autorité législative, ledit Etat-Major invite » le Corps municipal à ne donner aucune suite aux susdites » ordonnances & requisitions, notamment à l'ordonnance » du 6 Avril concernant une augmentation de compagnies, » comme contraire au vœu général des Citoyens qui com- » posoient actuellement la Garde Nationale.

En effet, Messieurs, une adresse de la Garde Nationale à l'Assemblée Nationale, en date du 7 Avril, prouve qu'elle s'étoit pourvue devant vous des ordonnances dont il s'agit, pour les faire proscrire, tant en ce qui concernoit la Fédération, rejetée par la Municipalité, qu'en ce qui touchoit le refus des armes pour la prestation du serment civique, &c.

Dans cette adresse, l'Etat-major fait valoir ses raisons pour prouver que l'incorporation est seule praticable, & que le système d'une augmentation de bataillons & compagnies est infiniment dangereux. De

De son côté, la Municipalité, dans une adresse qu'elle vous a depuis fait parvenir, le 5 Mai, mais dont nous parlons ici pour ne point trop éloigner les moyens dont on s'est respectivement appuyé sur le même objet la Municipalité, disons-nous, assure qu'il y a une très-grande quantité de citoyens qui demandent cette augmentation; & que, dans une Ville, aussi considérable que Montauban, où tant d'intérêts & tant d'opinions se croisent & se combattent, la Garde Nationale ne peut disputer aux Officiers municipaux le droit de démêler & d'exprimer la volonté générale.

La Garde Nationale prétend que le vœu de la majorité, parmi les Soldats-citoyens, étoit pour l'incorporation, & non pour l'augmentation des compagnies. Elle a envoyé à votre Comité le recensement des voix, prises sur cet objet, duquel il résulte que, sur 1335 votans, 999 étoient contre l'augmentation des compagnies, & 336 seulement pour leur admission.

Elle ajoute que les signatures des Pétitionnaires ont été rassemblées avec effort, qu'elles ont été la plupart extorquées, & qu'il a fallu recourir aux porteurs de chaises, aux enfans, à ceux des écoles chrétiennes, à certains vieux décrépits & à quantité d'incurables de la Ville.

Elle s'appuie enfin sur une pétition adressée aux Officiers municipaux, le 11 Avril, par 160 pères de famille, tous Citoyens actifs, & qui n'étoient pas Membres de la Garde Nationale. Ces Citoyens s'étoient réunis dans la Bourse commune des Marchands, après en avoir prévenu la Municipalité. Dans cette pétition, ils représentoient au Corps municipal que la formation inconstitutionnelle de nouvelles compagnies alloit opérer une scission & un désordre qu'il étoit de la prudence d'éviter. Ils prioient avec instance les Officiers municipaux d'éloigner toute semence de division, de prendre en considération le Règlement provisoire de la Garde Nationale, & les Décrets de l'Assemblée Nationale, qui portent que

Rapport fait par Pierre-Jacques Vieillard. B

les Corps, qui s'étoient formés dans les diverses parties du Royaume, resteroient dans le même état jusqu'à la nouvelle organisation, de donner au Règlement & aux Décrets leur plein & entier effet.

La Municipalité a cru devoir écarter les motifs sur lesquels la Garde Nationale & les pères de famille s'appuyoient. Elle a soutenu qu'elle connoissoit le vœu de la Commune, & qu'elle ne s'occupoit que de le remplir.

Qu'elle doutoit de la grande majorité, vantée par la Garde Nationale, puisqu'il lui a été remis dix procès-verbaux qui constatent que douze compagnies au moins desiroient cette formation : ces procès-verbaux ont été déposés à votre Comité. On voit qu'en effet, dans douze compagnies, il y a eu 280 à 300 personnes qui ont voté pour l'établissement nouveau : mais on ne peut dire, avec vérité, que ce soit à beaucoup près les douze compagnies entières.

Les Officiers municipaux ont dit qu'ils étoient instruits que le vœu de la Garde Nationale étoit le fruit de tous les genres de séduction & d'intrigues ; qu'il avoit été facile d'entraîner la classe des artisans & des manouvriers, par la crainte de manquer de travail & de pain.

D'après cette opinion, les Officiers municipaux requièrent, le 18 Avril, le Commandant-général de faire remettre, dans trois jours, à l'Hôtel-de-ville, le contrôle exact de toutes les compagnies qui composoient la Garde Nationale, en désignant séparément les Surnuméraires.

Le Commandant se conforma à cette requisiion.

Nous vous rendrons compte incessamment de ce qui se passoit d'ailleurs à cette même époque à Montauban ; mais l'ordre des faits semble exiger que nous continuions le détail de ce qui est relatif au projet d'augmentation des compagnies.

Le 2 Mai, le sieur de Cieurac, Maire, écrivit à M.

de Puy-Montbrun , Commandant-général, & le prévint que la Municipalité voulant agir *de concert* avec la Garde Nationale, elle lui faisoit part de sa détermination de ne plus retarder la composition des nouvelles compagnies, & qu'elle va, à cet effet, convoquer les citoyens qui doivent les composer, pour qu'ils puissent nommer leurs Officiers.

M. de Puy-Montbrun répondit sur-le-champ:

« J'assemblerai, Messieurs, le plutôt possible, le Conseil de guerre de la Garde Nationale, qui seul peut déterminer ma volonté.

» Est-ce agir de concert avec l'Etat-major du Corps que j'ai l'honneur de commander, que de me prévenir que la Municipalité veut impérieusement la formation & l'organisation d'un quatrième bataillon, qui se réunira, par votre ordre, aux trois bataillons existans qui se sont armés au moment de la révolution? J'ai cru, Monsieur, que la Municipalité, au lieu de faire des loix, s'empresseroit de faire connoître, à nos Législateurs, le vœu des citoyens qui desireront servir sous nos drapeaux. J'aurois été trop heureux, en mon particulier, d'avoir été le maître de le prévenir. La Garde Nationale, vous le savez, Monsieur, a cru être en droit d'appeler de l'ordonnance de MM. les Officiers municipaux, relative à la formation des nouvelles compagnies : elle attend un arrêt de ses véritables Juges ; le Conseil de guerre sera mon guide, &c. »

Le Conseil de guerre délibéra, le lendemain 3. Mai; &, après avoir rappelé les raisons qui devoient retarder l'exécution du plan de la Municipalité, il arrêta que celle-ci seroit suppliée de surseoir, & protesta contre toute formation & changement jusqu'à la décision de l'Assemblée Nationale.

Pendant ce temps il y avoit un Député extraordinaire, de la Garde-Nationale auprès de l'Assemblée Nationale. Il rendit compte, au Comité de Constitution, des trou-

bles qui existoient : il lui fut répondu qu'on s'occupoit de proposer à l'Assemblée Nationale un projet de Décret-Général, qui en effet le fut le 30 Avril. Plusieurs Membres de cette assemblée attestent à votre Comité, qu'ils étoient présens au Comité de Constitution, lorsque le Député extraordinaire exposa l'objet de sa mission.

On ne tarda pas à connoître à Montauban le Décret rendu le 30 Avril, par lequel il étoit décidé que les Gardes-Nationales resteroient, en attendant l'organisation définitive, sous le même régime qu'elles avoient lors de leur institution, & que les modifications que les circonstances rendroient nécessaires, ne seroient faites que de concert entre les Gardes-Nationales actuellement existantes & les nouvelles Municipalités.

L'Etat-Major adressa, le 6 Mai, ce Décret, qui lui étoit envoyé par M. Poncet, Membre de cette assemblée, aux Officiers Municipaux, en les invitant de nouveau à suspendre & faire suspendre tout ce qui pourroit être relatif à la formation des nouvelles compagnies; & protesta contre tout ce qui pourroit tendre à rien changer au régime qu'avoit eu la Garde-Nationale à l'époque où la Municipalité avoit été régulièrement constituée.

Le même jour la Municipalité fit une requisition à l'Etat-Major, de reconnoître, comme faisant corps avec la Garde-Nationale, le quatrième bataillon nouvellement formé en vertu de son ordonnance du 6 Avril, composé de 8 compagnies. Elle lui adressa le Contrôle qui contenoit les noms des Officiers & soldats destinés à partager le service. Elle requit aussi l'Etat-Major d'admettre les Députés desdites compagnies dans le Conseil Militaire, pour délibérer sur les objets qui intéresseroient ladite Garde Nationale.

L'Etat-Major, en réponse à cette requisition, persista dans ses protestations, refusa d'admettre le quatrième bataillon, & protesta de rendre la Municipalité garante &

responsable des évènements qui pourroient résulter de sa persévérance.

On répandit alors, dans la ville de Montauban, un imprimé, intitulé : *Réflexions sur le Décret du 30 Avril 1790, au sujet des Gardes Nationales*; de l'imprimerie de Vincent Teulière, imprimeur du Roi à Montauban.

Dans cet écrit on prétend,

Que le Décret n'étoit pas rendu pour Montauban, & qu'il n'y est pas applicable;

Que ce Décret n'a eu pour but, que de prévoir les difficultés qui résulteroient des réglemens & projets opposés relativement au régime des Gardes Nationales; que l'ordonnance des Officiers Municipaux, relative à la formation d'un quatrième bataillon, n'étoit pas un règlement, ni un projet;

Qu'il n'étoit pas question de changer à Montauban le régime de la Garde Nationale;

Que les compagnies créées par le Corps Municipal sont actuellement existantes.

On conclut, dans cet écrit, que le Décret autorise les nouvelles compagnies; & on prétend l'établir par une dissertation sur le mot *régime*, sur sa valeur, & sa vraie signification.

Il s'en falloit beaucoup que la Garde Nationale admît de pareilles interprétations: elle concevoit que tout devoit rester dans le même état qu'il étoit précédemment, & qu'il ne pouvoit être apporté aucun changement à cet état que par le concert & le consentement mutuel de la Garde Nationale & de la Municipalité, que l'une sans l'autre ne pouvoit faire de modifications.

La Municipalité a remis à votre Comité des rapports un avis, signé, le 10 Mai, par deux Membres de votre Comité de Constitution; mais le Mémoire dans lequel on expose que quatre cents citoyens, non enrôlés dans le principe, avoient demandé à l'être; qu'il avoit en conséquence été formé, avant le Décret du 30

Avril, un quatrième bataillon: ce Mémoire, disons-nous, ne fait aucune mention des obstacles & de l'opposition, apportés par la Garde Nationale: en sorte que le Comité de Constitution s'est décidé à trouver tout bien, parce que tout lui a paru s'être opéré de concert.

§. V.

Fanatisme.

Le mécontentement devenoit plus général & plus inquiétant dans la ville de Montauban. Plusieurs autres difficultés agitoient depuis plus de quinze jours les esprits. Un sixième, ou environ, de la population de cette Ville, étoit composé de Protestans, parmi lesquels se trouvent les Négocians les plus aisés.

Les libelles, les plus incendiaires, se répandoient avec la plus grande profusion, pour exciter le Peuple contre les Protestans, & pour lui faire croire que ceux-ci étoient des factieux, par principes & par caractère; qu'ils vouloient détruire la Monarchie & la Religion; qu'il falloit les éloigner de toutes les places, se méfier d'eux sans cesse, &c.

Plusieurs de ces libelles avoient été saisis par les Patrouilles de nuit, & dénoncés aux Officiers municipaux, par le Commandant-général, le 15 Avril, en vertu de l'arrêté de la Garde Nationale, avec invitation au Corps municipal de prendre les meilleures mesures pour affoiblir l'impression que pouvoient faire ces écrits sur l'esprit du Peuple.

Le 21 Avril, il circula un autre écrit, intitulé: *Avis aux Citoyens catholiques de Montauban*, contenant invitation à se rendre, le Vendredi 23 Avril, à deux heures après-midi, dans l'Eglise des Cordeliers, où on nommeroit des Commissaires pour aller annoncer l'Assemblée aux Officiers municipaux.

Le motif, donné à cette réunion, étoit de présenter une adresse au Roi & à l'Assemblée Nationale, pour solliciter un Décret qui, 1°. assurât à jamais l'unité de Religion en France, & qui déclarât la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, la seule Religion de l'Etat.

2°. Conservât à Montauban son siège épiscopal, les ordres religieux, le collège, le séminaire, l'hôpital & autres maisons d'institution.

3°. On demandoit qu'à l'exemple des Catholiques de Toulouse, on fit une adresse à la Municipalité, pour la prier de suspendre, jusqu'à la réponse du Roi & de l'Assemblée Nationale, la douloureuse visite qu'elle étoit chargée de faire dans les maisons religieuses.

4°. Enfin, on annonçoit qu'on prieroit les Vicaires-généraux d'ordonner des prières publiques, auxquelles toutes les Communautés & toutes les Eglises paroissiales feroient invitées.

L'Assemblée eut lieu le 23, suivant l'avis imprimé; on y nomma un Président, des Secrétaires, & ensuite des Commissaires pour aller à l'Hôtel-de-Ville donner avis de l'Assemblée.

Après le retour des Commissaires, & la lecture de l'acte donné par les Officiers Municipaux, on entra en matière; on fit un arrêté conforme à l'avis, & on s'ajourna au 27, pour entendre la lecture des adresses au Roi & à l'Assemblée Nationale, que des Commissaires furent chargés de rédiger.

Le 27, on lut les projets; ils furent adoptés, & les Commissaires furent chargés de les envoyer à leur destination.

Comme il avoit été décidé, dès le 23, qu'on demanderoit d'être autorisés à faire des prières publiques, les Vicaires-généraux de M. l'Evêque de Montauban, donnèrent un mandement le 25 Avril, dans lequel ils disent avoir été sollicités à cet effet, par un très-grand

nombre de Citoyens de la ville , légalement assemblés par permission de MM. les Officiers Municipaux : ils ordonnèrent des prières de 40 heures.

La Garde Nationale , dans sa lettre du 28 Avril ; se plaignoit des assemblées dans les Eglises , dans lesquelles elle dit que la majeure partie du temps fut employée à déclamer contre les Protestans. On leur reprochoit les malheurs dont on se plaignoit ; on les accusoit d'avoir multiplié les intrigues , & prodigué l'argent pour accaparer les suffrages , & séduire jusqu'au Régiment de Languedoc. Plusieurs Officiers de ce Régiment , & l'Aumônier , présens aux Cordeliers , accusèrent un Protestant d'avoir offert un louis d'or à un Chasseur , pour l'engager à séduire ses camarades , & à les induire à se lier avec les Protestans. L'acte de dénonciation étoit écrit , on l'enleva des mains de celui qui le lisoit , & on nomma le sieur Vignes , pour être le séducteur désigné. La fermentation étoit très-grande ; le Sieur Vignes & son fils dénoncèrent cette calomnie aux Officiers Municipaux : ceux-ci ne reçurent leur plainte *qu'aux risques & périls desdits Sieurs Vignes*, qui depuis , pour obtenir une plus prompte réparation , s'adressèrent aux juges ordinaires.

Les choses étoient parvenues au dernier degré de fermentation , & l'explosion la plus violente étoit sur le point d'avoir lieu. L'alarme étoit générale. Le 7 Mai , ceux qui avoient demandé les nouvelles compagnies , formèrent une nouvelle pétition , pour qu'elles fussent mises en activité. Le 8 , le Commandant de la garde & quelques pères de famille se concertèrent ensemble , pour trouver les moyens capables d'empêcher l'incendie général dont on étoit incessamment menacé. Ils se transportèrent à l'Hôtel-de-Ville. Le Commandant adressa aux Officiers Municipaux un discours tendant à obtenir quelque plan de conciliation , qui pût convenir aux

deux partis, & entretenir au moins un calme apparent jusqu'à l'organisation des Gardes Nationales.

On nomma des Commissaires de part & d'autre. Ce fut le 9 Mai, après-midi, que, suivant le procès-verbal de la Municipalité, les propositions de conciliation furent discutées. La Municipalité proposa deux moyens, ou de recevoir dans chacun des trois bataillons existans, trois des nouvelles compagnies, auquel cas il en seroit formé une neuvième; ou de réunir les huit compagnies nouvellement formées avec les 24 anciennes, ce qui, alors, en auroit fait 32, & d'en former, par la voie du sort, quatre bataillons, composés de huit compagnies chacun, toujours sous le même Etat-Major.

Quoique ces deux propositions ne fussent ni l'une ni l'autre, conformes au vœu de la Garde Nationale, qui consistoit à n'admettre qu'une incorporation, cependant, sur l'ouverture faite le 9 au soir, le Conseil-de-Guerre fut convoqué pour le lendemain 10; & là on prit la résolution de donner les plus amples pouvoirs à l'Etat-Major, & d'adopter d'avance tout ce qu'il pourroit faire pour le bien & la paix. L'Etat-Major paroissoit disposé à faire les plus grands sacrifices pour ramener le calme, & faire disparaître toute idée de dissension: mais malheureusement il n'étoit déjà plus tems.

Evènement du 10 Mai.

Le 10 Mai étoit le premier jour des rogations: ce jour-là on avoit fait la procession d'usage. Il étoit connu que dans le matin, les Officiers Municipaux devoient se rendre dans les cinq Communautés Religieuses, pour y faire l'inventaire ordonné par votre décret du 26 Mars.

Les Officiers Municipaux disent, dans leur procès-verbal, que, pour se conformer au décret, & en même

temps pour accélérer l'opération, ils arrêrèrent que deux d'entre eux se détacheroient à 11 heures du matin, pour se transporter dans le même moment dans les cinq Communautés; que, parvenus chacun de leur côté, ils trouverent l'accès des maisons Religieuses, intercepté par une populace immense, presque entièrement composée de femmes, qui, à la vue des Commissaires, crièrent de toutes leurs forces qu'elles s'opposoient à tout inventaire, à tout trouble & inquiétude qu'on apporteroit aux Religieux; qu'on les avoit trouvés dans leurs maisons; qu'il falloit les y conserver; que, malgré les représentations des Commissaires, tendantes à faire respecter les décrets & à s'y soumettre, le peuple, attroupé, persista dans sa résistance, & força les Commissaires à se retirer, pour déférer au corps assemblé lesdits attroupemens, & en dresser procès-verbal.

Il demeure constant qu'il se forma aussi, quelque temps après, un attroupement considérable, sur la place des Monges, devant la maison du Commandant-général, & que les Officiers Municipaux en furent informés au moment où, suivant leur récit, ils s'occupoient des moyens de dissiper ceux qui s'étoient formés.

Le motif de cet attroupement étoit, dit la Municipalité, de demander au Commandant, pourquoi il s'étoit déclaré du parti des non-Catholiques, & s'opposoit à l'admission des nouvelles compagnies.

M. de Puy-Montbrun dit que, pendant le temps qu'il s'occupoit à l'Hôtel-de-Ville des moyens d'effectuer la conciliation, on vint annoncer à la Municipalité que 4000 personnes réunies sur la place, vouloient brûler sa maison. Il ajoute que M. Delbreil, Avocat-général, & M. de Chaunac, actuellement chef de bataillon, frappèrent des mains.

Le Maire se rendit au lieu de l'attroupement, &, à force de représentations, lui & quelques Officiers Municipaux parvinrent, disent-ils, à le dissiper.

Le Sieur de Cieurac en fit rendre compte au Sieur de Puy-Montbrun, qu'il fit inviter à dîner.

Le sieur de Puy-Montbrun rentra quelque temps après chez lui, avec quelques Dragons & autres membres de la Garde Nationale : aussi-tôt il se forma un nouvel attroupement devant la porte de sa maison, & dans le nombre des attroupés il y avoit beaucoup d'hommes.

Sur ce nouvel avis, M. de Cieurac se rend de nouveau devant la maison de M. Puy-Montbrun, harangue le peuple, qui promet de se retirer, si les dragons entrés chez le Général, se retirent de leur côté. On souscrit à ces conditions, M. de Puy-Montbrun va dîner chez le Maire.

Suivant le récit de la Municipalité, la fermentation subsistoit toujours. Le peuple, dit-elle, se plaignoit ouvertement de ce que le sieur Montet, Officier de la Garde Nationale, avoit tiré son sabre, & avoit menacé le peuple de le tailler en pièces.

Voici de quelle manière la Municipalité assure que la scène continua. -- Nous ne tronquerons pas ce récit de la Municipalité; sauf à vous faire voir en quoi la Garde Nationale l'attaque. -- Nous vous prions seulement, Messieurs, de remarquer que ce que nous allons rapporter est l'extrait de ce que la Municipalité a déclaré dans son procès-verbal.

A deux heures & demie d'après-midi, trois Officiers Municipaux s'apperçoivent que, dans la cour de l'Hôtel-de-Ville, & dans le corps-de-garde y joignant, plusieurs membres de la compagnie de Dragons & de la Garde Nationale étoient attroupés. On mande à l'Hôtel-de-Ville ceux desdits membres qui étoient en grade. Quatre se rendent à la maison commune. Interpellés d'expliquer les motifs de leur réunion, dans un moment où ils n'étoient pas de garde, & où il n'y avoit pas d'Assemblée, ils répondirent, suivant le récit de la Municipalité, que l'Hôtel-de-Ville étant un point de ralliement

pour eux, ils vouloient favoir pourquoi il y avoit des attroupemens dans la ville ; que dans le moment même la maison de M. Delbreil, à la place des Monges, étoit remplie de monde au nombre de plus de deux cents personnes. La Municipalité dit qu'elle envoya s'assurer de ce fait, & interpellier le sieur Delbreil, si la dénonciation étoit vraie, de faire vuider sa maison. Le fait se trouva controuvé : il n'y avoit aucun étranger chez le Sieur Delbreil ; on n'avoit trouvé que le sieur Delbreil, père, qui s'habilloit.

D'après ce rapport les Officiers Municipaux invitèrent les Officiers mandés à faire cesser les alarmes & les craintes auxquelles leur réunion donnoit lieu, à se retirer & à engager leurs Camarades à en faire de même. Sur la résistance de déferer à cette invitation amicale, les Officiers Municipaux ordonnèrent à ces Officiers de se retirer, & de faire retirer leurs Camarades. L'un des Officiers persévéra, & dit que, s'il y avoit quelque danger, les Officiers Municipaux n'étoient pas plus à l'abri des balles que les autres Citoyens. Ces Officiers sortirent, & rejoignirent leurs Camarades.

Quelques instans après on apperçut le sieur Duchemin, Capitaine de Dragons, parmi les attroupés. On le manda à l'Hôtel-de-Ville, on lui fit les mêmes représentations & réquisitions qui venoient d'être faites aux autres Officiers inférieurs en grade. Ce Capitaine répondit, que la Municipalité pouvoit faire une réquisition au Commandant-Général, & qu'il offroit d'en être le porteur ; mais qu'il ne pouvoit quitter ni faire quitter ses Camarades.

Pendant que les Officiers Municipaux délibéroient sur le parti ultérieur à prendre pour dissiper cet attroupement, ils furent avertis qu'il y avoit dans la rue, & près de la porte extérieure de la cour de l'Hôtel de la Commune, une foule de Citoyens de tout sexe, qui demandoient que les Membres de la Garde Nationale attroupés, & notamment les Dragons, se retirassent. Les Dragons,

de leur côté , continue la Municipalité , crient aux armes , & prennent en effet les fusils qui étoient dans le corps-de-garde pour le service journalier , & qui n'étoient point chargés ni garnis de pierres à feu.

Sur-le-champ cinq Officiers municipaux , le substitut du Procureur de la Commune , revêtus de leurs chaperons , & le Secrétaire se portèrent vers la porte extérieure de la cour , pour contenir le peuple attroupé , l'empêcher d'entrer , le calmer , & l'engager à se retirer : mais prières , exhortations , invitation à la paix , menaces , rien ne fut capable d'arrêter l'attroupement & de le dissiper.

Un Officier municipal courut au corps-de-garde , dont il trouva la porte gardée par une foule de Dragons , tous armés de fusils & de sabres. Il les requiert de se retirer , en leur observant que leur retraite alloit assurer la tranquillité publique ; que leur obstination pourroit amener les plus grands malheurs. Sur leur refus , il leur enjoignit , au nom de la Nation , de la Loi , & du Roi , d'obéir. Il leur dit , qu'il y avoit à côté de la porte du corps-de-garde , une petite porte donnant sur la rue , par laquelle ils pourroient se retirer sans aucun danger. Nouvelle désobéissance.

Quelques Dragons , armés de sabres , voltigent dans la cour , se présentent sur la porte où étoit encore contenu le peuple , & le bravent par des menaces de voies de fait.

Le passage est enfin forcé , malgré tous les efforts de la Municipalité & les mouvemens du Vicomte de Chonac ; le peuple entre en foule dans la cour. Les uns étoient armés de pierres , les autres de bâtons ou de gros morceaux de bois.

Les Dragons , ralliés vers la porte du corps-de-garde , avoient chargé leurs fusils , & les avoient garnis de pierres. Ils font , dit la Municipalité , une décharge sur le peuple , dont quelques-uns reçoivent diverses blessures. Le peuple furieux demande à grands cris des armes & des munitions

pour sa défense. Ses instances sont si vives , que l'un des Officiers municipaux ne crut pas pouvoir , sans compromettre visiblement ses jours , se dispenser d'ordonner au Secrétaire de la Commune de délivrer au peuple des armes & des munitions , & de descendre le drapeau rouge , qui fut apporté sur le champ.

On arbore le drapeau rouge. 150 fusils , qui étoient dans le petit arsenal , sont enlevés aussitôt que la porte en fut ouverte par le Secrétaire. Ceux qui s'en étoient saisis , ayant entendu un coup de fusil qu'on dît être parti du corps-de-garde où s'étoient barricadés les Dragons , reparoissent les baïonnettes au bout du fusil , pour demander des munitions ; ils sont suivis d'une foule de Citoyens : ils menacent le Secrétaire & le Capitaine du Guet , des dernières violences , si on se refuse à leurs demandes.

Alors le sieur de Neuville , Capitaine du Guet , ouvre la porte du cabinet où étoient déposées les munitions , & en délivre successivement à ceux qui se présentent. En même temps ceux qui n'étoient pas encore armés s'introduisent du petit arsenal dans le grand , & s'emparent des fusils qui y étoient déposés.

A mesure que le peuple s'armoit , continuent les Officiers municipaux , il se portoit vers le corps-de-garde où les Dragons s'étoient réfugiés. On tire à coups redoublés sur la porte & par la fenêtre dudit corps-de-garde : de leur côté les Dragons tirent par la même fenêtre sur le peuple , & quelques particuliers sont blessés.

Alors un Officier municipal , M. de Chonac , qui avoit été légèrement blessé , les sieurs Delbreil , frères , & de l'Albeinque s'approchent de la fenêtre du corps-de-garde , représentent aux Dragons & autres soldats enfermés dans le corps-de-garde , que le moyen de calmer le peuple feroit peut-être qu'ils rendissent les armes , & qu'à ce prix on leur conserveroit la vie ; qu'il sembloit que le peuple

se bernoit à demander qu'on les livrât à la justice , & qu'ils fussent à cet effet traduits dans les prisons du château-royal : cette proposition fut acceptée , les Soldats nationaux rendirent les armes par la fenêtre du corps-de-garde.

Vers les deux heures après-midi , la Maréchaussée , requise par la Municipalité , s'étoit mise en état de dissiper les attroupemens formés devant les Couvens & la maison du Commandant. Elle se porta ensuite dans la rue de l'Hôtel-de-ville , aussitôt qu'elle fut instruite de ce qui se passoit. Un Officier municipal requit , par écrit , le Commandant d'un des postes du Régiment de Languedoc , de dépêcher un piquet vers la maison Commune , pour dissiper les attroupemens qui s'étoient formés : ce qui fut exécuté.

Le Commandant , suivant le même récit , fut alors requis , par le Maire , de mettre sa troupe en activité , pour concourir avec la Maréchaussée , à remettre le bon ordre & la tranquillité.

En attendant l'arrivée du Régiment , un Officier municipal requit le Commandant de la Maréchaussée d'entrer avec sa troupe dans la cour de l'Hôtel-de-ville , pour contenir le Peuple , & pour empêcher qu'on enfonçât la porte du corps-de-garde. On avoit déjà commencé à démolir le mur. Cela produisit l'effet désiré , la porte fut abandonnée.

Le régiment de Languedoc arriva , & le Peuple promit de ne point se livrer à d'autres excès , pourvu que les Dragons fussent livrés à la justice , & conduits , sans habits , dans les prisons du Château-Royal.

On ouvrit la porte du Corps-de-Garde , où l'on trouva 3 Dragons étendus morts , un quatrième , si grièvement blessé , qu'il périt aussi-tôt , & trois ou quatre autres blessés , dont un est mort peu de temps après.

On plaça les Dragons & autres Soldats nationaux , entre les deux compagnies de Grenadiers & des Chasseurs du

régiment de Languedoc, accompagnés du Maire & d'un autre Officier Municipal, & escortés par un Peuple immense. Ils furent conduits dans les prisons du Château-Royal.

Le Maire entra, dit-il, dans une Eglise voisine, après avoir invité le Peuple à s'y rendre. Il l'exhorta à la paix, à la tranquillité & à pardonner. Le peuple dit, qu'il n'étoit pas en sûreté, qu'il y avoit des amas d'armes considérables, de canons & munitions chez le Sr. Mariette, l'un des prisonniers.

Le Maire répondit au Peuple, que le Sr. Mariette avoit fait sa déclaration sur les registres de l'hôtel de la Commune, comme quoi les canons étoient hors de service. Le Peuple insista, & un Officier Municipal se rendit chez le Sr. Mariette. Le peuple content se retira & se dispersa. La Municipalité réunie prit les mesures nécessaires pour pourvoir, pendant la nuit, à la sûreté, & à la tranquillité des Citoyens.

Les Officiers Municipaux ont terminé leur récit, en donnant des éloges au régiment de Languedoc & à la Maréchaussée; ils assurent qu'une proclamation de la Municipalité, affichée les 11 & 12 Mai, a mis le dernier sceau à la tranquillité publique.

Ce procès-verbal de la Municipalité de Montauban est contesté sur plusieurs articles essentiels : d'abord, par le Commandant-Général, le Sr. de Puy-Montbrun, par les Députés extraordinaires de Montauban, par les malheureux Citoyens qui avoient été traînés dans les prisons. Plusieurs autres habitans de Montauban ont également envoyé à diverses reprises, une narration de la manière dont ils assurent que les choses se sont passées.

Beaucoup de Mémoires & de Lettres sans signatures ont également été remis à votre Comité. Nous ne croyons pas, Messieurs, devoir vous entretenir de ces productions qui ne sont pas souscrites de leurs auteurs. Mais votre Comité croit devoir vous rendre compte des faits tels qu'ils
ont

ont été rendus par le parti opposé à la Municipalité. Il a cru qu'il n'appartenoit qu'à l'Assemblée Nationale de déterminer le degré de confiance qu'on doit ajouter aux pièces signées qui ont été produites.

Le premier reproche fait à la Municipalité est d'avoir annoncé son projet de visite des Monastères; de l'avoir exécuté avec affectation dans les cinq couvens, à la même heure; & de n'avoir pris aucun moyen pour dissiper ces attroupemens, dont ils devoient connoître l'existence avant même de se rendre à la porte des Monastères.

On lui reproche que l'Etat-Major, qui étoit en conférence avec la Municipalité, ayant dit aux Officiers Municipaux qu'il falloit requérir la force publique pour dissiper les attroupemens qui se multiplioient, & qui alloient produire de grands malheurs, les Officiers Municipaux répondirent que ce ne seroit rien, & qu'il ne falloit employer la force qu'à défaut de tout autre moyen (1).

(1) Nous croyons devoir prévenir le Lecteur, comme nous avons prévenu l'Assemblée Nationale elle-même, que le Comité des Rapports, en rendant compte des faits dont les Députés de la Garde Nationale ont fait usage, n'a jamais entendu se rendre garant de leur vérité. Il a cependant dû en instruire l'Assemblée Nationale, d'abord parce que le Comité ne devoit pas prendre sur lui de juger du degré de confiance que méritoient les diverses allégations des Parties; en second lieu, parce que ces faits, dans l'opinion du Comité, devoient déterminer l'information qu'il proposoit de faire faire. Au reste, il est évident que le projet de suspension des Officiers municipaux de leurs fonctions n'a point eu pour base les faits énoncés par le parti qui se plaint de la Municipalité, mais le procès-verbal même des Officiers municipaux.

Le Rapporteur de cette affaire a cru devoir faire imprimer le Rapport, & sa publicité sera la seule réponse qu'il opposera aux libelles que se sont permis de publier les Auteurs du *Mercur de France*, de la feuille intitulée : *l'Ami du Roi*, &c.

Le Public jugera aisément si ce Rapport respire la passion, la partialité.

Il verra aussi, malheureusement pour le Rapporteur, que celui-ci
Rapport fait par Pierre-Jacques Vieillard. C

On désavoue que le Sr. Montet a menacé le Peuple de son sabre. Les prisonniers attestent que cet Officier, craignant pour les jours du Général, proposa de mettre un garde à sa porte, & s'offrit pour être le premier en sentinelle ; qu'alors il se disposa à occuper ce poste ; & comme il n'avoit pas de fusil, il porta la main à la poignée de son sabre. Ce geste fut interprété comme une menace ; & il se répandit, avec éclat, que M. Montet avoit voulu fondre sur le Peuple.

Les Dragons & autres Soldats, qui depuis ont été incarcérés, assurent qu'ayant conçu de l'inquiétude sur l'attroupement qui s'étoit formé, ils se rendirent à l'Hôtel-de-ville où est le corps-de-garde, pour là attendre le résultat de la négociation entamée entre la Garde & les Officiers municipaux, & empêcher que le Peuple ne se rendit maître des armes de l'arsenal.

Dans le même instant, un Nègre, nommé Balthasar, convoqua une Assemblée de Catholiques aux Cordeliers ;

ci n'a point les talens de M. Cérutti, auquel le sieur Mallet-du-Pan suppose tout seul que le Public attribue le Rapport. Cette supposition & plusieurs autres n'ont été hasardées que pour avoir le prétexte d'injurier à-la-fois & le Rapporteur, parce que le projet du Comité déplaisoit au sieur Mallet-du-Pan, & M. Cérutti, parce qu'il est, dit-on, l'Editeur d'un Ouvrage intitulé : *Mémoire circonstancié, envoyé par la Garde Nationale de Montauban au Comité des Rapports*. Ce Mémoire a été en effet déposé au Comité, revêtu des signatures des Parties intéressées. Quel que soit le Rédacteur de ce Mémoire, le Rapporteur, qui n'a point l'avantage de connoître directement ni indirectement M. Cérutti, a dû faire usage de quelques-uns des faits détaillés dans ce Mémoire, dès lors qu'il étoit produit par les Députés de la Garde Nationale.

Au reste, les injures & les calomnies des Auteurs du *Mercur de France & de l'Ami du Roi* ne sont pas faites pour affecter un Représentant de la Nation, dont le patriotisme & le courage sont inébranlables ; il ne doit craindre que leurs éloges.

il distribuoit des billets imprimés. Cette Assemblée devint très-nombreuse.

Quelques personnes montèrent successivement dans la chaire : on y excita le Peuple, en attestant que la compagnie de Dragons, mêlée de Protestans ou de mauvais Catholiques, s'étoit emparée du corps-de-garde & de l'arsenal.

Lorsqu'on eut débité aux Cordeliers que les Dragons avoient pris les armes de l'arsenal, le Peuple se transporta en foule à l'Hôtel-de-ville. On arracha la cocarde nationale. Le Peuple étoit muni de pierres, d'armes à feu, enlevées chez les Armuriers : d'autres étoient armés de bâtons, de broches, &c.

Le Capitaine, qui étoit allé porter la requisition de la Municipalité au Commandant pour faire abandonner le poste occupé par les Dragons, rapportoit l'ordre conforme à cette requisition ; mais il ne put pénétrer à travers la foule : il reçut plusieurs coups de fusil.

Le Sieur de Puymontbrun atteste que pour dissiper l'attroupement, il proposa au Maire de venir avec lui pour contenir le peuple. Il vola à l'Hôtel-de-Ville : la Municipalité l'abandonna ; le peuple crioit qu'il vouloit le poignarder. Deux cents personnes fondirent sur lui, & il entendoit dire, en parlant de lui : *qu'on l'assassine*. La maréchaussée lui sauva la vie ; mais il avoit reçu trois coups de sabre & plusieurs coups de bâton. Le peuple se porta au lieu où le Sieur de Puymontbrun s'étoit réfugié, & plusieurs voix répétoient : Nous avons promis sa tête, il faut tenir parole. Mais on assura que le Sieur de Puymontbrun étoit ailleurs.

Les Citoyens détenus attestent que, s'il n'y avoit plus d'attroupement devant la porte de M. Delbreil, lorsque la Municipalité y envoya, c'est que le Sieur Delbreil fils s'étoit rendu, avec les attroupés, aux Cordeliers.

La ressource indiquée par les Officiers Municipaux ; de faire sortir les dragons & autres soldats par la petite porte dont ils parlent dans leur procès-verbal , étoit évidemment illusoire , parce qu'on certifie que la grande & la petite porte de la cour sont sur la même ligne , donnent sur la même rue , & ne sont distantes que de quelques pas l'une de l'autre. En sortant par une porte ou par l'autre, c'étoit la même chose pour eux , & ils couroient les mêmes dangers : en sorte que ce que les Officiers Municipaux attribuent à l'entêtement ou à l'acharnement , ne doit l'être qu'à une prudence dictée par la nécessité des circonstances.

Il est désavoué que les dragons aient attaqué le peuple. On articule au contraire que M. Chonac , ancien Volontaire , Chevalier de Saint-Louis , actuellement chef de bataillon dans la nouvelle garde , s'élança , le sabre à la main , sur le Sieur Gatereau , Dragon ; qu'il lui porta un coup dont il lui auroit fendu la tête , si le Sieur Gatereau ne lui eût opposé le bras gauche , où il reçut une profonde entaille. Alors le Sieur Gatereau tira un coup de pistolet sur le Sieur de Chonac , dont il ne l'atteignit pas. Les dragons n'avoient entr'eux tous que six pistolets de poche.

Les Dragons & autres Soldats - Citoyens disent qu'étant assaillis à coups de pierres & à coups de fusil , ils se barricadèrent dans le Corps-de-Garde ; que la populace ayant à sa tête le Sieur Chonac , les fusilloit & écrasait à coups de pierres , tandis que ceux des assiégés qui étoient sans armes , recevoient les fusils & les munitions du magasin , qui leur étoient distribués par les Officiers Municipaux ; qu'à mesure que cette distribution avançoit , le feu redoubloit ; que plusieurs Officiers Municipaux , dans un moment aussi critique , étoient dans une parfaite sécurité , rioient sur la place , & s'offroient mutuellement du tabac.

S'il y a eu des blessés parmi le peuple , ce dont on

ne peut douter , puisque les rapports des Chirurgiens adressés par la Municipalité , constatent que le nombre s'est porté à dix , qui ont reçu de légères blessures , on doit imputer cet accident , dit-on , à la mal-adresse de ceux qui tiroient sur les dragons , & à ce que les balles ou mitrailles se reportoient , du mur contre lequel on tiroit , sur les personnes qui étoient près de ce même mur.

On reproche encore à la Municipalité son refus de publier la Loi martiale , sur la requisition que leur en faisoient les dragons ; sa lenteur à requérir le Régiment de Languedoc , qui n'arriva qu'à cinq heures & demie , c'est-à-dire , près de trois heures après le commencement de la scène.

On lui reproche enfin de n'avoir pris aucune mesure convenable pour dissiper les attroupemens qui existoient dès le matin , & qui se succédoient à toutes les heures du jour.

Les Dragons & autres Soldats-citoyens demandoient la vie ; ils avoient mis un mouchoir blanc au haut d'une bayonnette : on leur cria de rendre les armes , mais pendant ce temps on redoubloit de coups de fusil à travers la porte & les fenêtres. Ils articulent que pendant qu'ils demandoient grace , on leur répondoit en termes très-durs , mêlés de juremens affreux : *qu'on vouloit avoir toutes leurs têtes sur des piques , & venger la mort de Fayras.* Lorsque la Maréchaussée eût pu se frayer un passage & se fût exposée à la fureur du peuple pour sauver les Dragons , lorsque le Régiment fût arrivé , on fit sortir ceux qui étoient dans le Corps-de-garde. Le Maire de la ville & un autre Officier Municipal escortèrent ces infortunés pendant qu'on les conduisoit en prison. Le Maire portoit le drapeau blanc , & les prisonniers dégradés , deshabillés malgré leurs blessures , furent dans cet état conduits au milieu des Grenadiers & Chasseurs , d'abord devant l'Eglise cathédrale où on leur fit faire une espèce d'amende-honorable en leur faisant

demander pardon, puis dans les prisons où ils ont été détenus jusqu'au 29 Mai.

On assure que le peuple, fier de sa Victoire, crioit :
vive le Roi ! à bas la Nation & la Cocarde Nationale.

Le respect dû à la vérité nous oblige de vous faire remarquer ici, Messieurs que le récit qui vous a été fait à votre séance du 17 Mai, d'après la lettre qui étoit parvenue à votre Comité, a été inexact dans la partie où l'on disoit que M. de la Force étoit à Montauban, & excitoit le peuple aux Cordeliers. Il est constant que M. de la Force n'étoit point alors à Montauban, & votre Comité croit devoir faire appercevoir & rectifier en même tems l'erreur dans laquelle on l'avoit induit à cet égard.

M. de la Force a réclamé lui-même contre cette allégation. Sa justification sur ce fait ne peut être équivoque, mais il auroit dû être persuadé que jamais il n'entra dans l'intention de votre Comité, ni d'aucun des membres de l'Assemblée Nationale, de le calomnier. Le rapport étoit autorisé par la lettre qui en cette partie est erronée.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette digression.

Les Officiers municipaux s'occupèrent, le 10 Mai au soir & le lendemain, pour trouver les moyens de rétablir le calme.

Le 11, ils firent publier une proclamation, par laquelle ils défendirent les assemblées de jour, & défendirent aux Religieux de prêter territoire; ordonnèrent le rapport des armes dans les arsenaux pour n'en sortir que par ordre de la Municipalité, & dans les cas seulement qui pourroient l'exiger, & qu'ils annoncèrent avec confiance ne pas devoir se reproduire; ils défendirent également, sous peine de 25 liv. d'amende, de tirer des coups de fusils, pistolet, boîte, &c.; & ils enjoignirent aux Cavaliers de Maréchaussée, Soldats de la

compagnie du guet, & à toutes personnes armées par autorité publique & légitime, d'arrêter les contrevenans.

Par son réquisitoire en tête de cette proclamation, le Procureur de la Commune, ex horte le peuple à la paix, & à abjurer la haine & la vengeance. *Bon peuple*, lui dit-il, *votre douleur atteste que vous êtes né doux & compâtissant, que votre nature aimable & facile peut s'irriter, mais qu'il ne tarde pas à revenir aux impressions de l'humanité, aux premières émotions du sentiment; au fort même de votre courroux vous n'avez voulu de victimes que celles du hasard ou de la témérité.*

Ce peuple, dit la Municipalité, rentra aussitôt dans l'ordre, les nouvelles compagnies furent mises en activité: cependant il est certain que le lendemain de la scène sanglante qui avoit eu lieu, deux dragons furent saisis par le peuple: la vie leur fut conservée par le secours du Major du Régiment, mais ils firent amende honorable, & furent conduits comme leurs camarades dans les prisons.

Les Officiers municipaux en vous adressant leur procès-verbal, y ont joint une copie de lettre qui a dû être écrite par le sieur de Puymontrun au Curé de Montauban. Comme on tire des inductions de cette lettre, il est essentiel qu'elle soit mise sous vos yeux. Elle est ainsi conçue:

M O N S I E U R,

Recevez l'hommage de tous mes remerciemens de l'intérêt que vous avez daigné prendre à l'homme qui vous respecte le plus, & qu'on calomnie & outrage de la manière la plus horrible. C'est uniquement parce que j'ai cru faire le bien, que j'ai accepté une place qui ne m'a causé que les plus vives inquiétudes. Forcé de déferer sans cesse à un conseil & à un état-major formé

depuis long-temps , j'étois heureux lorsque j'avois fait quelque progrès dans leur confiance; par ce moyen j'étois assuré de la tranquillité de la ville , & enfin j'étois parvenu à obtenir de pleins-pouvoirs pour réunir les huit compagnies à la Garde Nationale. Quoiqu'en présence de l'Etat-major , je parus désirer quelque sacrifice de la Municipalité : mon plan étoit de la laisser maîtresse absolue ; & en obtenant cette réunion si désirée , que je n'avois pu obtenir que par degrés , je me promettois les plus douces jouissances. Vous connoissez tous nos malheurs , qu'une imprudente jeunesse a occasionnés , & que j'ai cherché à prévenir en donnant les ordres les plus précis ; & en exposant enfin ma vie qui a couru les plus grands dangers : c'est à Dieu que je dois ce miracle , qui m'imposera la loi de ne jamais jouer aucun rôle que celui de bon citoyen , qui ne m'abandonnera qu'avec la vie , &c., &c., *Signé DE PUYMONTBRUN.* »

Je dois maintenant vous observer, Messieurs que M. de Puymontbrun , dans une lettre du 6 Juillet , s'explique ainsi :

« J'ai envoyé au Commissaire du Roi une copie de
 » ma lettre à la Municipalité , & une réfutation du procès-verbal & de l'examen sommaire rempli de réticences criminelles ou de faussetés. A la fin de ce dernier ouvrage , on explique d'une manière outrageante
 » une lettre de remerciemens au Curé de la ville , qui est défigurée , & dont l'interprétation est injurieuse pour
 » mes sentimens pour l'ancienne Garde Nationale. »

Dans sa relation au Commissaire du Roi , il dit qu'il a taxé la jeunesse d'imprudence , & il explique en quoi consiste cette imprudence. *Elle est assaillie*, dit-il , *par le peuple ; elle se réfugie dans l'Hôtel-de-ville pour y garder les armes ; on la poursuit. Sa démarche fatale pour elle est imprudente*

La Municipalité , dans sa lettre du 12 à l'Assemblée Nationale , dit qu'elle est pénétrée de douleur des excès

auxquels s'est portée une jeunesse imprudente & téméraire, qui a été cruellement punie de ses attentats contre la sûreté publique ; elle regrette de n'avoir pu prévenir ces scènes sanglantes, mais du moins elle a la consolation d'avoir arraché au ressentiment du peuple un grand nombre de victimes, du sang desquelles il sembloit altéré.

Aussitôt que l'évènement désastreux du 10 Mai fut connu de l'Assemblée Nationale, elle rendit, le 17 Mai, un Décret pour prendre les mesures capables de rétablir le calme. Vous ordonnâtes à tous les Citoyens de porter la cocarde nationale ; vous mîtes les non-Catholiques sous la protection de la Loi.

Vous décrétâtes enfin que vous prendriez les mesures les plus sûres pour que justice fût faite de tous ceux qui par négligence dans leurs fonctions, ou par des manœuvres séditieuses avoient excité ou fomenté ces désordres.

Les villes voisines de celle de Montauban furent sensiblement affligées du malheur dont elle venoit d'être le théâtre. Elles s'empressèrent d'offrir un asile aux infortunés que le fanatisme & la fureur populaire avoient profcrits : les émigrations étant devenues nécessaires à quantité de familles, la ville de Bordeaux, sur le réquisitoire du Procureur de la commune, fit un arrêté le 15 Mai, pour inviter les Citoyens de Montauban à venir à Bordeaux où ils trouveroient asile, force & tous les secours de la fraternité la plus amicale ; elle engagea toutes les autres villes, les bourgs & villages à faire les mêmes offres. Dix-sept autres Municipalités ont suivi ce noble & généreux exemple.

La ville de Bordeaux, comme vous le savez, Messieurs, ne s'en tint pas là ; elle arrêta de voler au secours des Citoyens de Montauban qui étoient dans les fers. Tout sembloit faire craindre de nouvelles scènes d'horreur. La Garde Nationale de Bordeaux, de concert avec la

Municipalité, envoya un corps de 1500 hommes, composé de cette même Garde, & d'un détachement du Régiment de Champagne, à Moissac. Cette démarche vous fut annoncée par la Municipalité de Bordeaux, qui vous prévint que l'Armée Bordelaise resteroit à Moissac, pour y recevoir de vous ou du Roi l'autorisation & les ordres convenables.

Les Officiers municipaux de Montauban ne virent point dans cette démarche de l'armée Bordelaise le sentiment qui l'avoit dictée. Ils vous avoient adressé une lettre, le 16 Mai, par laquelle ils vous rendoient compte du fruit de leur zèle & de leurs travaux pour rétablir le calme. Ils vous annonçoient avoir pourvu d'une part aux subsistances, & avoir procédé à une nouvelle promotion à tous les grades dans la Garde Nationale qui n'existoit plus par la dispersion de son Etat-major, de son Conseil de Guerre & par l'épouvante qu'avoient prise quelques-uns de ses Membres devenus suspects à cause de leurs opinions religieuses. L'ancienne Garde Nationale est, suivant leur récit, presque entièrement fondue dans la nouvelle, & ne connoît d'autre Chef que la Municipalité.

Ils vous attestoient encore que les non-Catholiques oubliant toute division, prodiguoient les secours aux infortunés : ils disoient que les Prisonniers étoient traités avec beaucoup d'égards, & qu'ils confessoient devoir leur salut à la Municipalité.

Cette lettre du 16 Mai a dû éprouver un retardement, puisque vous ne la reçûtes qu'avec une autre, datée du 19, par laquelle les Officiers municipaux vous dénonçoient que les Bordelais venoient fondre sur eux, la flamme & le fer à la main. Ils députèrent vers eux des Commissaires chargés de paroles de paix, & sollicitèrent en même tems un Décret de l'Assemblée Nationale pour prévenir l'incendie qui étoit près d'embraser la ville de Montauban.

Lors de la Députation envoyée le 19 à Moissac par la

Municipalité de Montauban , il avoit été pris ledit jour une délibération par laquelle l'élargissement des Prisonniers avoit été déclaré ne devoir le prolonger que jusqu'au retour des Députés. Dans cette délibération imprimée, le Maire dit : *qu'il conviendrait de rendre la liberté aux infortunés à qui dans la fatale journée du 10 Mai la prison fut ouverte, plutôt pour leur servir d'asyle, que pour les retenir captifs. Il n'est aucun Citoyen qui n'ait versé des larmes sur leur sort ; dont le cœur n'aille au devant de leur délivrance.* De ces expressions du Maire on a induit que lui-même étoit pénétré de cette vérité, que les prisonniers étoient plutôt malheureux que coupables.

Le 22, les Députés revenus de Moissac rendirent compte de leur mission. Les pères de famille qui n'étoient pas de la Municipalité & qui avoient été envoyés en Députation, étoient convenus devant le détachement Bordelais, que la religion avoit servi de motif ou de prétexte aux fureurs du peuple qu'on avoit trompé ; qu'il étoit vrai que les volontaires de la Garde Nationale n'avoient pas attiré par leur faute les meurtres & les emprisonnemens dont ils étoient les victimes ; qu'ils s'étoient toujours contenus dans les bornes d'une défense naturelle & légitime. Ils prièrent au surplus le détachement de ne pas exiger d'eux d'autres éclaircissmens, ne devant pas y répondre par ménagement pour les autres Députés, Officiers municipaux. A leur retour l'élargissement des prisonniers fut d'abord ordonné ; une Députation fut nommée pour aller en rendre compte à l'armée Bordelaise ; mais le peuple étant alors en fermentation, on déclara suspendre l'élargissement jusqu'à l'arrivée de MM. les Députés qui étoient attendus dans le jour.

L'après-midi dudit jour 22, procès-verbal fut dressé par la Municipalité, des attroupemens du peuple qui étoit furieux de l'élargissement prononcé ; il usoit à cet égard de menaces, demandoit des armes, & déclaroit qu'il ne vouloit pas faire du mal aux prisonniers, mais qu'il s'opposoit

à ce qu'ils fortissent de prison avant que l'armée de Bordeaux rétrogradât. La Municipalité prit des mesures pour dissiper les attroupemens , promit au surplus que les prisonniers continueroient d'être détenus, & une nouvelle Députation fut envoyée au détachement de l'armée Bordelaise.

Un des Députés arriva le soir à Montauban & se concerta avec la Municipalité pour ramener la paix.

En vous envoyant le procès-verbal du 22 , la Municipalité de Montauban se plaignit hautement de la conduite des Citoyens de Bordeaux , de la calomnie répandue contre les Officiers municipaux de Montauban. Dans leur adresse & dans leur délibération imprimée , ils disent qu'ils verront avec plaisir que l'Assemblée Nationale ordonne une information légale qui dévoilera les manœuvres séditieuses qui ont fomenté & fait éclater les désordres qui ont affligé la ville de Montauban. Ils annoncent que les Municipalités voisines se sont empressées à l'envi les unes des autres de venir offrir à la leur des secours & leurs bons offices auprès du détachement Bordelais , pour l'engager à rétrograder ; que ces villes leur ont donné des témoignages de dévouement & d'adhésion aux mesures prises par eux.

La ville d'Agen avoit député vers Montauban & vers l'armée Bordelaise , mais mécontente de l'inexécution des promesses qui lui avoient été faites, elle offrit de se réunir au détachement Bordelais , & réclama contre l'assertion faite par la Municipalité de Montauban , que les troupes d'Agen se réuniroient à son parti.

Les Officiers municipaux de Montauban écrivirent aux Municipalités voisines de contenir leurs troupes & de ne les faire marcher qu'à leur réquisition.

Toulouse & vingt autres Villes & Municipalités voisines de Montauban , après s'être concertées sur le parti qu'elles devoient prendre , offrirent leur médiation. Elles vouloient sur-tout protéger l'élargissement des prisonniers,

& les secours qu'elles proposoient au besoin avoient particulièrement cet élargissement pour objet. Ces Villes ont été mécontentes de ce que celle de Montauban a ensuite refusé cette médiation. Il est vrai que les Officiers municipaux de Montauban ont donné pour motifs de l'inutilité de cette négociation l'arrivée prochaine de M. de Verteuil envoyé par le Roi pour procurer par sa présence la paix publique.

Quoi qu'il en soit, Messieurs nous ne pouvons nous dispenser de vous observer ici que la Municipalité de Montauban s'est prévenue lorsqu'elle a dit à l'Assemblée Nationale que les Villes voisines leur ont donné des témoignages d'adhésion. Elles ont voulu seulement être médiatrices, & sur-tout porter secours aux infortunés qui étoient détenus, leur faire rendre la liberté, & elles se sont réunies aux vœux non equivoques de l'armée Bordelaise en manifestant qu'elles pensoient *que c'étoit particulièrement sur les bons Patriotes que le fanatisme avoit exercé ses fureurs.*

Les détails trop considérables dont cette malheureuse affaire est surchargée, ne nous permettent pas de nous étendre ici sur les éloges que méritent ces Villes, & particulièrement celles de Bordeaux, Toulouse & Agen. Mais l'opinion publique sur la conduite qu'elle ont tenue dans cette circonstance malheureuse, & la reconnoissance des bons Citoyens nous dispensent de nous étendre à cet égard.

L'arrivée de M. d'Esparbès à Montauban, le 22 Mai, ne put, quelque zèle qu'il ait employé, faire recouvrer la liberté des prisonniers. M. de Verteuil indisposé ne put remplir la mission qui lui étoit donnée par le Roi. M. Dumas se trouva dès-lors chargé directement des ordres de S. M. : les Officiers municipaux, prévenus de l'arrivée du Commissaire du Roi, firent publier & afficher, le 26 Mai, une proclamation pour ordonner la plus parfaite soumission, & recommander au peuple de placer

sa confiance dans la sagesse de l'Assemblée Nationale; dans l'autorité du Roi, & dans les ordres qui émanoient de lui par l'entremise de celui qui venoit pour être l'image de sa Justice & de sa bienfaisance.

Le 28 Mai, M. Dumas arriva à Montauban; après avoir remis sa Lettre de créance, il annonça que le détachement Bordelais avoit ordre de rester à Moissac; qu'il n'avoit aucune intention hostile : il observa que 55 Citoyens gémissaient en prison sous l'oppression populaire, tandis qu'ils devoient être sous la protection de la Loi.

Après avoir rendu compte à M. Dumas de ce qui s'étoit passé, il fut arrêté qu'il seroit fait une proclamation pour le lendemain 29; elle eut lieu. Ce jour-là, M. le Commissaire du Roi s'aperçut, suivant que le dit la Municipalité, que le peuple étoit disposé à ne consentir à l'élargissement des prisonniers, qu'autant que le détachement de Bordeaux auroit rétrogradé : alors M. Dumas chargea M. son frère d'une Lettre pour ce Détachement; il harangua le peuple, lui lut la Lettre qu'il envoyoit : cette Lettre fut applaudie, un Citoyen demanda que les prisonniers sortissent à l'instant.

On profita de l'enthousiasme du Peuple qui jura qu'il défendrait les jours des prisonniers s'ils étoient attaqués; on se porta aux prisons où on ouvrit les portes aux Citoyens qui y étoient renfermés, & le peuple leur manifesta des témoignages d'amitié & d'intérêt : une Médaille fut donnée par le Commissaire du Roi à celui des Citoyens qui le premier avoit demandé la liberté des Citoyens.

Les ordres furent expédiés pour que le détachement Bordelais eût à se retirer le lendemain. La Municipalité s'est exprimée, dans son adresse à l'Assemblée Nationale, de la manière la plus satisfaisante sur la conduite qu'a tenue M. Dumas dans l'exercice des fonctions délicates dont il étoit chargé.

Le calme paroît s'être maintenu à Montauban depuis cette époque : cependant plusieurs lettres attestent que deux

jours après l'élargissement des prisonniers, un Soldat-Citoyen du détachement de l'Armée Bordelaise venu à Montauban y avoit été saisi par le peuple, que celui-ci, instigué par le nommé Barrier, voulut le pendre, & qu'il ne dut la conservation de ses jours qu'aux soins & à l'intrépidité de M. Dumas.

Le 6 Juin, la Municipalité fit prêter aux 4 bataillons de la Garde Nationale le Serment civique en présence de M. Dumas & de ses Aides-de-Camp, ainsi que des Officiers du régiment de Languedoc.

Deux adresses vous sont parvenues : l'une de 18 personnes tant Officiers que fusiliers de la Garde Nationale, l'autre de 15 Officiers parmi lesquels on remarque les mêmes signataires qui ont signé dans la première adresse.

Elles contiennent une improbation de la conduite des Dragons & de l'Etat-Major.

Les auteurs de ces adresses reprochent à ceux qui ont quitté Montauban, ou d'avoir formé des complots, ou au moins de s'être rendus coupables de lâcheté; ils exigent une justification avant de les recevoir même comme soldats.

Ils indiquent les changemens qu'ils ont faits & la composition de 4 bataillons composés de 32 compagnies de 64 hommes chacune.

Ils ajoutent que le calme est rétabli à Montauban.

Les Députés extraordinaires & autres membres de l'ancienne Garde Nationale réclament contre les allégations que renferment ces adresses.

Elles font l'ouvrage des Volontaires, disent-ils, & la preuve s'en tire de ce qu'ils se plaignent de ce qu'on ne vouloit pas les recevoir dans la Garde Nationale quoiqu'on consentît les y incorporer; qu'il y en a plusieurs qui ont pris une part très-active à la journée du 10 Mai, ajoutant qu'ils n'ont formé aucun complot, mais qu'il y en avoit eu un pour les perdre; qu'ils ont fui pour éviter la mort.

Que l'émigration est de plus de 4000 personnes; que la paix qu'on dit exister n'a rien qui doive surprendre, puisqu'on a chassé ou forcé de fuir de Montauban un aussi grand nombre de Citoyens.

On leur reproche d'avoir anéanti l'ancienne Garde Nationale, d'avoir même établi un régime nouveau malgré les Décrets.

Enfin on défavoue qu'il y ait 32 compagnies, composées chacune de 64 Citoyens actifs.

Le 8 Juin, il fut fait, par la Médiation de M. Dumas, un acte entre les Citoyens de tous les Etats, & de différentes religions. Cet acte est fort court, mais il est essentiel que vous en connoissiez les principales dispositions.

Trente-quatre Citoyens déclarent au nom de la Patrie qu'ils veulent jouir des droits de l'homme, conservés par la Constitution; qu'ils se garantissent mutuellement la liberté de tous les actes de Citoyen; ils se considèrent égaux devant la Loi & veulent observer tous, avec des cultes différens, les mêmes principes, la même morale, renfermés dans les loix sociales.

Ils déclarent aux ennemis de la Constitution, s'il en existe, que les querelles religieuses des siècles d'ignorance ne peuvent se renouveler; qu'ils veulent par la plus indissoluble union *en effacer la dernière trace*, & tiennent pour ennemis publics ceux qui tenteroient d'en réveiller le souvenir.

Ils adhèrent pour l'avenir aux loix Constitutionnelles, renouvellent leur serment de les maintenir, & d'exécuter avec zèle & respect tous les Décrets de l'Assemblée Nationale sanctionnés par le Roi.

Trente-un autres Citoyens ont accédé depuis à cet acte dont ils adoptoient les principes, mais ils n'ont pas voulu le souscrire, sans s'expliquer sur quelques expressions qui y étoient employées; ils ont trouvé mauvais que les premiers déclarassent qu'ils vouloient par la plus indissoluble union *effacer les querelles religieuses jusqu'à la dernière*

dernière trace ; & leur critique porte sur ce qu'il n'est pas possible d'effacer la trace d'une chose qui n'a jamais existé dans les troubles qui venoient d'agiter la ville de Montauban.

L'autre expression, qui leur a déplu, est celle par laquelle les premiers disent : *nous nous attachons pour l'avenir aux Loix constitutionnelles*. Que, par ces termes, on doit concevoir qu'ils n'ont entendu que propager & appliquer, les principes qui ont été & seront toujours gravés dans leurs cœurs.

La Municipalité, en ordonnant le dépôt de cet acte, comme un monument de concorde & d'unanimité, a déclaré qu'elle adoproit la manifestation des sentimens ci-dessus comme ceux qu'elle a toujours professés ; elle a adhéré aux vœux qui sont exprimés dans l'acte, ainsi qu'aux additions faites par les derniers signataires.

Nous terminerons, Messieurs, le rapport des pièces qui ont été remises à votre Comité, en vous observant qu'après le fatal événement arrivé à Montauban, on a arrêté à Rével ; ville voisine de Montauban, deux Particuliers pour propos tendans à exciter des mouvemens séditieux dans le Peuple. La Municipalité leur fit prêter interrogatoire le 21 Mai ; & de ces interrogatoires, il résulte que deux Particuliers étoient à Montauban le 10 Mai, qu'ils se rendirent aux Cordeliers ; qu'un Monsieur, habillé de noir, étoit en chaire, & haranguoit le Peuple ; qu'ils entendirent dire que les Protestans s'étoient emparés de l'Hôtel-de-ville & du corps-de-garde ; qu'ils se rendirent sur le lieu avec la foule ; que des Gardes leur distribuèrent des fusils ; qu'ils reçurent des cartouches ; qu'ils revinrent dans la cour charger leurs armes, & firent 7 à 8 décharges sur le corps-de-garde ; que ne pouvant pas distinguer ce qui se passoit dans le corps-de-garde à cause de la fumée, un Monsieur vint indiquer à l'un d'eux comment il falloit diriger ses coups ; qu'après avoir tiré, il fut applaudi ; qu'après avoir conduit les prisonniers, les

Rapport fait par Pierre-Jacques Vieillard. D

Officiers municipaux leur avoient dit de garder leurs armes ; & de se rendre à l'Hôtel-de-ville , si pendant la nuit ils entendoient sonner la grosse cloche ; & que le Mercredi 12 , ils reportèrent leurs armes à l'Hôtel-de-ville. Ces deux interrogatoires , signés du Greffier de la Municipalité , ont été remis & déposés à votre Comité.

C'est ici , Messieurs , que se termine le Rapport que nous avons à vous faire des faits , & des moyens respectifs sur lesquels on s'appuie , de part & d'autre , dans cette importante affaire. Nous laisserons à l'écart une foule de Mémoires sans signature , & de lettres anonymes dont on a surchargé de toutes parts votre Comité. Il nous reste maintenant à vous faire part des observations qui ont frappé les Membres de votre Comité.

Vous étiez saisis de plusieurs objets de contestation entre la Garde Nationale & la Municipalité , avant l'événement du 10 Mai.

La Municipalité de Montauban a été vivement inculpée ; elle sollicite une réparation authentique & éclatante , afin de faire disparaître jusqu'aux nuances de la calomnie qu'elle dit avoir été répandue contre elle.

D'autre part , les Citoyens qui ont été détenus , aidés des témoignages des Municipalités voisines , des procès-verbaux de la maréchaussée & de l'armée Bordelaise , demandent qu'on leur procure les moyens de rentrer dans leur patrie. Ils imputent aux Officiers municipaux les malheurs qui ont ensanglanté la ville de Montauban. Beaucoup d'autres Citoyens de Montauban demandent également justice contre les Officiers municipaux.

La première réflexion que suggère l'humanité est de considérer l'état actuel de cette ville. Si le calme y étoit parfaitement rétabli , comme on le dit & comme on l'infère des actes signés depuis la journée du 10 Mai ; si les familles qui ont déserté cette Cité , pour fuir la mort dont elles étoient menacées étoient rentrées

dans leurs foyers ; si tout germe de division étoit assoupi & parfaitement éteint , il sembleroit alors que l'Assemblée Nationale qui s'est toujours signalée par son indulgence , pourroit ne pas s'attacher , dans la circonstance actuelle , à ordonner la recherche & punition de ceux qui ne se feroient rendus coupables que d'imprudence ou de légères négligences. Peut-être faudroit-il se borner en ce cas à donner des regrets aux malheureuses victimes que l'erreur plutôt que le crime auroit immolées.

Mais votre Comité a pensé que les circonstances sont telles qu'ils ne faut pas se laisser égarer par un sentiment de commiseration & d'humanité. Ce qui est arrivé à Montauban a fixé les regards & l'attention de toute la France. En remettant trop légèrement certains délits , il peut , il doit résulter même de leur impunité , l'ébranlement de la Constitution que vous donnez à la Nation. Vous devez à votre caractère de représentans d'un grand peuple , d'examiner avec scrupule si ceux qui en vertu de vos décrets ont été revêtus & honorés de la qualité d'administrateurs , ont rempli , comme ils devoient le faire , les fonctions qui leur ont été dévolues.

Il n'est malheureusement que trop vrai que le calme apparent dont paroît jouir maintenant la ville de Montauban , ne peut être considéré comme un retour effectué à une paix durable. Pour que cette paix existât réellement , il faudroit que le traité qui la doit cimenter fut agréé & consommé entre tous les partis que les dissensions avoient d'abord désunis. Il est facile sans doute à des vainqueurs de dire : nous sommes en paix , quand leurs ennemis vaincus & chassés ne peuvent revenir chez eux que pour y subir la loi qui leur est donnée ; encore si l'acte de paix dicté par ceux qui sont restés maîtres du champ de bataille , n'étoit pas suivi de conditions humiliantes pour ceux auxquels elles sont imposées.

Est-ce bien en effet sur des sentimens de confrater-

nité sincère , est-ce bien sur un retour réel & vrai à la concorde , que la Garde Nationale nouvellement créée s'appuie , lorsqu'elle dit à l'Assemblée Nationale qu'elle n'a plus voulu des chefs du corps ; qu'elle a aussi nommé à la place des absens , parce qu'ils étoient coupables ou de complots ou de lâcheté ; qu'il faut qu'ils viennent se justifier avant tout , & ensuite reprendre , même après leur justification , une autre place que celle qu'ils occupoient ? Exiger une pareille justification , c'est entretenir la méfintelligence & la défiance , c'est vouloir perpétuer la discorde , c'est exiger que ceux qui ont quitté le sein de leur famille , continuent de rester expatriés. Le nom de traité de paix n'est qu'une chimère. Quelles familles émigrées voudroient rentrer dans Montauban , pour y subir l'inquisition à laquelle semblent vouloir les livrer , ceux qui les accusent de complots ou de lâcheté ? L'Assemblée Nationale est forcée dans une conjoncture aussi délicate d'interposer son autorité , & de faire rendre justice à ceux qui continuent de gémir sous le poids de l'oppression.

Vous avez entendu , Messieurs , sur les divers contestations agitées précédemment à Montauban entre la Garde Nationale & la Municipalité , les moyens dont chacune d'elles a fait usage pour soutenir ses prétentions.

D'abord il est certain que la réclamation , formée dès le mois de Février par la Garde Nationale contre l'admission d'un Corps de Volontaires qui sembloit vouloir se donner consistance , étoit fondée sur la lettre & l'esprit de vos décrets.

La Municipalité n'a point , à la vérité , contesté le principe que ces Volontaires ne devoient pas exister en Corps séparé , mais en supposant que la Garde Nationale qui réclamoit contre la création de ce Corps , eût eu un tort en s'assemblant sans en avoir prévenu la Municipalité , celle-ci n'a-t-elle pas manifesté tout d'abord son aigreur en rendant compte de son ordonnance du 8 Mars , par

laquelle en improuvant la conduite de la Garde Nationale, elle déclare qu'il n'y a lieu de prononcer sur la pétition & lui fait défenses de s'assembler sans permission.

Eh ! Messieurs, la Garde Nationale avoit-elle donc tort de craindre les projets des soi-disant Volontaires ? Ceux-ci recevoient des marques de protection visibles de la part des Officiers municipaux ; & leurs desseins ne se sont-ils pas d'ailleurs réalisés par la suite ?

En suivant l'esprit & la marche tenue par la Municipalité dans cette première circonstance, on voit qu'elle ne mettoit aucun égard, & quelle n'usoit d'aucun ménagement envers la Garde Nationale.

Bientôt la Municipalité cherche une autre occasion d'exercer son autorité contre la Garde Nationale. La clef des Arsenaux & des armes avoit été confiée au Commandant, & jamais il n'étoit résulté d'abus de cette confiance. Les Officiers municipaux, au moment où ils venoient de traiter la Garde Nationale sans aucun ménagement, par leur première ordonnance, envoient un ordre au Commandant de remettre les clefs des Arsenaux, de rendre les armes, &c.

A cette occasion, la Garde, quoique mortifiée, arrête de déférer à la demande, & donne pour motif à son acquiescement ceux de l'obéissance, du desir de maintenir la paix, & de défendre la Constitution.

Il est vrai que la Garde Nationale a soumis à l'Assemblée Nationale ses représentations sur la privation des armes, mais sa déférence provisoire n'a subi aucun retardement.

Dans une troisième circonstance, la Municipalité qui avoit vu se former le projet d'une fédération entre la Garde Nationale & les Gardes Nationales voisines, garde le silence depuis le 13 Mars, jour où la lettre d'invitation à la fédération avoit été imprimée. Ce n'est que le 30 qu'on affiche une ordonnance qui supprime cette lettre ; & il est à remarquer que le 29, il y avoit

eu un traité d'alliance entre la Garde & le Régiment de Languedoc. Ne semble-t-il pas que la Municipalité qui avoit gardé le silence depuis le 13, n'agissoit ainsi le 30, que parce qu'elle étoit fâchée de voir la Garde & le Régiment de Languedoc unis par ce traité ?

Par cette ordonnance, on affecte de croire que la Garde veut secouer l'autorité municipale, & se rendre indépendante. Cette prétention étoit si peu celle de la Garde, qu'elle faisoit part à la Municipalité de son traité, de sa déférence à l'autorité municipale, de son projet & de son vœu de n'agir que sur sa requisiion.

Si vous eussiez connu, les 8 & 10 Avril, cette démarche de la Garde Nationale, & ses déclarations à la Municipalité, vous n'auriez probablement pas, Messieurs, rappellé sans nécessité qu'elle ne devoit pas s'écarter d'une subordination à laquelle elle déclaroit tenir plus que jamais.

Ce qui achève de convaincre que le Comité vouloit s'arroger toute espèce d'autorité, est son défaut de concert avec la Garde Nationale & le défaut d'explication. Pourquoi, si elle croyoit qu'un projet de la Garde Nationale peut être nuisible au bien public, pourquoi ne pas en référer aux chefs ? pourquoi ne pas leur faire appercevoir amiablement les inconvéniens ? Est-ce donc par des placards mortifians qu'on cherche à ramener des citoyens mêmes, lorsqu'on croit qu'ils sont égarés ? Les Officiers municipaux sont les pères de la patrie, tous les citoyens sont leurs enfans ; ce n'étoit qu'en traitant ceux-ci avec bonté, que la Municipalité devoit chercher à les ramener des écarts qu'ils se feroient permis.

Eh ! quel étoit donc le crime de la Garde Nationale ? En existoit-il un dans le dessein d'une fédération avec les villes du Département ? Elle avoit devant ses yeux plusieurs exemples de fédérations semblables, toutes dictées par le patriotisme.

Votre Comité n'a pu jusque-là appercevoir que la

Garde Nationale se fût écartée du respect & de l'obéissance qu'elle devoit aux Officiers municipaux.

Une quatrième discussion s'élève : quelques Citoyens veulent entrer dans la Garde Nationale, dont ils n'étoient pas membres. A-t-on refusé de les y admettre ? Non. Au contraire, la Garde veut bien qu'ils s'incorporent dans les compagnies ; mais cet acquiescement ne faisoit pas l'arrangement des pétitionnaires. Ils vouloient faire un bataillon particulier. Ils vouloient avoir leurs Officiers, & ne pas servir sous le commandement des autres, excepté les chefs, c'est-à-dire, le Commandant-général, le Colonel, le Lieutenant-colonel & le Major. Qui étoit à la tête de cette prétention ? Les mêmes Volontaires qui n'ayant pu se perpétuer d'abord en corps particulier comme Volontaires, parce que vos décrets & une lettre de votre Président proscrivoient leur prétention, ont cherché à se procurer d'une autre manière une influence qu'ils ambitionnoient. On voit en effet aujourd'hui le chef des Volontaires, chef de bataillon de la Garde actuelle.

La Municipalité a reçu des pétitions, il est vrai, pour accorder cette augmentation de bataillon & de compagnies. Mais a-t-elle joué un rôle impassible dans cette circonstance ? Non. On la voit protéger visiblement & ouvertement cette prétention. On l'entend dire que les obstacles qu'on y a apporté, ne sont suscités que par *une ambition déguisée des Officiers qui composoient l'Etat-major, & qui étoient jaloux de conserver une prépondérance que des têtes sages & raffines pourroient leur faire perdre.*

Dans tout ce qui s'est passé relativement à cette formation de nouvelles compagnies, on voit que la Garde Nationale accordoit tout ce qu'on avoit droit d'exiger d'elle. Aucune des 24 compagnies n'étoit complète suivant le taux fixé à 100 hommes par le règlement : par l'incorpora-

tion , on pouvoit recevoir 600 hommes de plus sans créer de quatrième bataillon , & il n'y en avoit que 336 qui mandoient ce quatrième bataillon.

Il paroît que la majorité des votans parmi ceux qui étoient de la garde , a refusé la création des nouvelles compagnies , puisque sur 1335,999 ont rejeté le système proposé à cet égard.

Cependant la Municipalité qui avoit rendu une ordonnance le 6 Avril , par laquelle elle ordonnoit la création d'un quatrième bataillon , n'a aucun égard à la forte opposition de la Garde Nationale ; celle-ci la prévient qu'elle a déferé sa réclamation au Corps législatif , qu'elle a envoyé des Députés à cet effet. La Municipalité s'occupe toujours malgré cela de l'exécution de son plan. 160 pères de famille leur demandent la permission de s'assembler ; ils lui font une pétition pour surseoir jusqu'à la réponse attendue ; ils lui font envisager les dangers d'une précipitation à cet égard : la Municipalité sourde à ces représentations cherche à consommer son ouvrage.

Quel pouvoit donc être le but d'une pareille obstination de la part des Officiers municipaux , puisqu'ils apperçoient eux-mêmes une forte résistance , puisque cette résistance étoit apportée par un nombre assez considérable pour qu'en s'expliquant sur ce nombre , ils disent seulement qu'ils doutent de cette majorité , pourquoi ne pas attendre la décision de l'Assemblée Nationale ? Et si , comme ils l'assurent , ils croyoient que l'Assemblée Nationale n'étoit pas saisie de la contestation , pourquoi ne la lui déferoient-ils pas eux-mêmes ? Ont-ils bien pu de sang froid mépriser , comme ils l'ont fait , la supplique de 160 Chefs de famille qui , étrangers à la Garde Nationale leur faisoient voir l'orage près de fondroyer les Citoyens ? Et si les évènements sinistres qu'on leur présageoit se sont malheureusement , par leur persévérance opiniâtre , réalisés , quels reproches n'est-on pas en droit de leur adresser ?

Le Décret du 10 Avril qui exigeoit que tout se fit de

concert entre la Municipalité & la Garde Nationale suffisoit sans doute pour que les Officiers municipaux fussent parfaitement qu'un projet quelconque relatif à l'augmentation des compagnies ne pouvoit s'effectuer qu'autant que la Garde Nationale l'auroit approuvé.

En vain la Municipalité, jalouse de faire exécuter ses volontés, a prétendu le 6 Mai que votre Décret du 30 Avril ne la concernoit pas : il étoit rendu pour tout le Royaume.

Il n'étoit pas sanctionné, à la vérité, quand elle l'a connu, mais la contestation étoit soumise à l'Assemblée Nationale avant la formation des Compagnies, & la Municipalité en étoit prévenue. Elle devoit donc attendre la décision. Mais d'ailleurs qu'étoit-il besoin à Montauban du Décret du 30 Avril, puisqu'il étoit celui du 10 rendu pour Montauban même prescrivoit le concert. Il étoit donc plus qu'inutile de s'occuper de la part de la Municipalité du soin de tordre le sens de ce même Décret & de faire naître des équivoques sur les termes qui le consacrent.

Il est évident que les Officiers municipaux ont méprisé vos Décrets à cet égard ; personne ne s'avisera sans doute de regarder comme une exécution du Décret du 10 Avril la requisition faite au Commandant par la Municipalité le 6 Mai, de recevoir le contrôle des nouvelles compagnies en lui disant que cette requisition a pour but *le concert* qui doit régner entre les deux corps. Il n'y a que le mot employé par la Municipalité, car réellement elle ordonnoit & commandoit, & ce mot, sans la chose, décèle l'entreprise des Officiers municipaux.

On les voit dans tous les tems conséquens à leur système. Ils connoissoient l'objet des délibérations de ceux qui se disoient les Catholiques de Montauban. Les imprimés l'indiquoient, ils permettent ces Assemblées qui par leur objet portoient évidemment l'empreinte du fanatisme. Ils ne disent pas un seul mot de ce fait dans leur procès-verbal ; ils en ont parlé depuis, parce qu'ils ont été instruits qu'on leur faisoit des reproches à cet égard.

Elles ont lieu le 23 & 27 Avril, elles étoient excitées & demandées par des mêmes personnes qui avoient figuré comme volontaires & qui vouloient la création d'un quatrième bataillon.

Là, on critiquoit amèrement vos Décrets sur la motion de Dom Gerle, sur la suppression des Ordres religieux, sur les changemens faits dans le Clergé : là, on se permettoit des diatribes contre certains Membres de l'Assemblée Nationale. Ces Assemblées se tenoient devant un peuple nombreux auquel on persuadoit que la religion étoit en danger, que le Décret du 13 Avril devoit *alarmer tous les bons Catholiques*.

Les Officiers municipaux s'excusent sur ce que vos Décrets autorisent les Citoyens à s'assembler, quand ils le demandoient, au nombre de 150.

Mais cette excuse est-elle recevable ? il ne suffit pas de s'attacher aux termes de la Loi, il faut en saisir l'esprit.

Il n'est malheureusement que trop certain qu'à Montauban comme à Nîmes, comme à Castres, à Lavaur, Uzes, Toulouse & autres Villes de la Province, on cherchoit à soulever le peuple contre la révolution en lui suggérant fausement que la religion étoit anéantie.

Il est également certain que le 10 Mai étoit indiqué comme celui où devoit s'opérer une commotion violente.

Si les Officiers municipaux de Montauban eussent voulu montrer de l'attachement à la Constitution, s'ils eussent voulu réellement exécuter & faire exécuter vos Décrets, pourquoi ne dissuadoient-ils pas le peuple qu'on égaroit par des mensonges & qu'on soulevoit contre ceux qui professoient un culte différent ? ils avoient sous les yeux l'exemple récent de la ville de Toulouse qui quelques jours auparavant avoit refusé ces sortes d'Assemblées.

D'ailleurs comment la Municipalité persuadera-t-elle qu'elle n'avoit pas le droit d'empêcher ces Assemblées,

elle qui les a défendues le 11 Mai ? falloit-il donc pour les défendre attendre que les plus grands malheurs fussent arrivés , que le sang eût coulé , qu'un nombre considérable de Citoyens eût été obligé de prendre la fuite ? Elle a dû calculer les effets que produiroient ces Assemblées , ces prières publiques extraordinaires ordonnées d'après son autorisation à la réunion des Citoyens qui les ont provoquées.

On ne voit pas non plus que les Officiers municipaux se soient occupés du soin de les surveiller , de faire , pour désabuser le peuple , les observations que la connoissance de vos Décrets devoit leur suggérer.

Sous quelque point de vue qu'on envisage la conduite de la Municipalité à cet égard , elle est évidemment reprehensible.

Si on examine ensuite celle qu'elle a tenue le 10 Mai , en ne la jugeant même que d'après son procès-verbal , quels reproches n'est-on pas en droit de lui adresser ?

D'abord d'après ce qui s'étoit passé dans les Assemblées des Eglises , les Officiers municipaux savoient que le peuple étoit soulevé contre les visites des Monastères.

Quel moment prennent-ils pour faire ces visites ? Le 10 Mai , jour remarquable ; un jour de procession.

Comment se déterminent-ils à faire ces visites ? le matin , à onze heures , dans les cinq Couvents à-la-fois , dans un jour , dans un moment où le peuple étoit attroupé à la porte des Monastères & en défendoit l'issue depuis le matin : le peuple n'a pu ignorer ce projet , & il ne s'est certainement porté à cette démarche que parce qu'il savoit d'avance celle que devoit faire la Municipalité.

Ces attroupemens ont dû être connus des Officiers municipaux avant leur départ de l'Hôtel-de-ville ; mais s'ils les ont ignorés , lorsqu'ils s'en sont convaincus , il étoit de leur devoir de les faire dissiper , de requérir la force armée , de faire même au besoin publier la Loi martiale. Un pareil acte de vigueur exercé dans le principe , d'après

vos Décrets, auroit certainement produit l'effet de faire retirer les attroupés & ce jour trop fameux n'auroit pas été terminé par des scènes de carnage & de sang.

L'impunité, le défaut des mesures, devoit enhardir le peuple. La retraite docile des Officiers municipaux, sans que ceux-ci eussent rien fait pour dissiper les attroupemens en excita bientôt de nouveaux. Deux se formèrent successivement devant la porte du Commandant, sous le prétexte dont la municipalité avoue qu'on se servoit *qu'il étoit du parti des non-Catholiques qui ne vouloient pas admettre les nouvelles Compagnies*. Le Maire dit qu'il dissipa *avec facilité* ces attroupemens. Mais si le peuple étoit si docile à sa voix, s'il faisoit ainsi cesser ces attroupemens presque aussitôt qu'ils étoient formés, si même le onze après l'événement du 10 la Municipalité dit qu'elle annonce avec confiance *qu'il ne s'en reproduiroit pas de semblables*, quelles conséquences ne doit-on pas induire de la conduite que le peuple a ensuite tenue pendant trois heures en présence du Maire & des autres Officiers municipaux ? Nous nous dispensons, Messieurs, de les tirer nous-mêmes.

Dans un autre endroit de son procès-verbal, la Municipalité dit que même après que les attroupemens formés devant la porte du Commandant eurent été dissipés par le Maire, la fermentation duroit toujours parce qu'on étoit mécontent du sieur Montet.

De cet aveu il résulte que pour dissiper une fermentation & des attroupemens qui se préparoient & se succédoient depuis le matin, il falloit nécessairement recourir aux moyens indiqués par la Loi pour la faire cesser. Cependant il est de fait que le peuple se porta aux Cordeliers & qu'après avoir été excité sous le prétexte de prétentions & même d'entreprise de la part des Dragons, il se rendit en foule à l'Hôtel-de-ville.

Que font les Officiers municipaux ? rien de ce qu'ils devoient faire, le contraire de ce qu'ils devoient faire.

Ils devoient à l'instant requérir la force armée & faire publier la Loi martiale ; que ce fussent les Dragons qui , comme ils le disent , formassent cet attroupement , que ce fut au contraire le peuple , il n'y avoit pas à balancer. On ne conçoit pas comment les Officiers municipaux ont vu indifféremment le peuple attroupé pendant sept à huit heures , sans prendre les moyens que la Loi mettoit en leur pouvoir pour le faire rentrer dans l'ordre.

Nous n'ajouterons pas qu'ils ont été requis à cet égard par le Commandant , par les Dragons & par les pères de famille qui étoient à l'Hôtel-de-ville. Ces faits sont articulés , mais nous ne nous déterminerons que d'après le procès-verbal même de la Municipalité pour en conclure la nécessité de la publication de la Loi martiale.

Quand le peuple arrive à l'Hôtel-de-ville , il insiste pour avoir des armes. Les Officiers municipaux ont peur , disent-ils ; ils sont obligés de donner armes & munitions. C'est ainsi qu'ils armoient le peuple au lieu de le faire contenir par la troupe armée , c'est ainsi qu'après avoir déarmé la Garde Nationale , ils fournissoient les moyens d'assassiner les Membres qui la composoient.

Que signifie , d'après cette conduite , la manière dont ils arborèrent le drapeau rouge ? Le drapeau rouge arboré , après que le peuple étoit muni de fusils & de cartouches ! & dans ce moment publia-t-on la Loi martiale ? Non.

Que faisoit le Régiment de Languedoc dans cet instant terrible ? Il ne figuroit en rien ; il ne le pouvoit pas. Il ne fut requis que très-tard , & il n'arriva que dans le moment où le corps-de-garde avoit été assiégé , où l'on avoit fait des décharges terribles sur ceux qui s'y étoient réfugiés , où le mur de ce même corps-de-garde avoit été commencé de démolir sous les yeux de la Municipalité. Il n'arriva qu'après que les malheureux qui ont péri dans cette fatale journée eurent été assassinés , & après que la Maréchaussée , qui s'étant frayé difficilement un passage ,

eût contenu le peuple & lui eût fait abandonner la démolition qu'il avoit commencée.

Qu'on juge, Messieurs, si douze hommes de Maréchaussée, ont pu, lorsqu'ils ont été requis, arrêter la fureur du peuple & lui faire lâcher prise; qu'on juge ce qu'ils auroient pu faire, s'ils eussent été requis plus tôt; & si le Regiment de Languedoc l'eût été lui-même à temps, qu'on juge la conduite de ceux qui pouvoient & qui devoient faire cette requisition.

On ne peut songer sans indignation à la manière dont les malheureux Dragons & autres Soldats ont été traités en sortant du Corps-de-garde. Dépouillés de leurs vêtemens comme des criminels, ils sont conduits par le Maire lui-même, qui portoit le Drapeau blanc pour annoncer le rétablissement de la paix cimentée par le sang qu'on avoit répandu, & par la détention de cinquante-cinq citoyens honnêtes: & cette paix cruelle est annoncée avec authenticité, tandis que la loi martiale n'avoit pas été publiée.

De quelque œil qu'on envisage la conduite des Officiers municipaux dans cette journée, on ne peut s'empêcher d'appercevoir combien ils ont méprisé leurs devoirs.

Le peuple veut des assemblées dont la religion étoit le prétexte, la Municipalité les autorise. Il s'attroupe, la Municipalité se retire & ne prend point les mesures dictées par vos décrets pour le faire rentrer dans l'ordre. Il ne veut pas qu'on visite les Couvens, on ne lui résiste par aucun moyen: il veut des armes & des munitions pour tirer sur ceux qu'il dit être ses ennemis, la Municipalité lui délivre des armes & des munitions. Il dicte le jugement de ceux qui ont survécu à ses fureurs, la Municipalité l'exécute. Il exige qu'on fasse des perquisitions dans les maisons des Citoyens, sous le prétexte qu'ils ont des armes, la Municipalité s'y prête.

Le lendemain on arrête deux Dragons, & on leur

fait éprouver le même sort qu'à leurs camarades , la Municipalité qui ne l'a pas empêché ne dit même rien de cette anecdote : au contraire elle annonce que le 11 , tout étoit en paix.

Dans l'ordonnance rendue le 11 , la Municipalité en ordonnant à la force armée d'arrêter les contrevenans à son ordonnance , désigne les autres troupes , mais elle ne veut pas proférer le nom de Garde Nationale ; elle se contente de dire qu'elle *enjoint à toutes autres personnes, armées par autorité publique & légitime*, d'arrêter &c.

Après ces scènes affreuses, on voit paroître aussitôt les nouvelles compagnies mêmes avec un nouveau régime, par une création d'Officiers dont les emplois n'existoient pas. On voit à leur tête le premier orateur des assemblées des Cordeliers qui en même temps étoient volontaires dans le principe.

Le 19 Mai , la Municipalité de Montauban écrivoit aux Municipalités voisines de contenir leurs troupes , & de ne pas les laisser sortir. Le même jour elle écrivoit à Alby , & demandoit avec instance qu'on lui envoyât, sans délai, la Compagnie de Chasseurs & de Grenadiers pour les réunir aux troupes de Montauban.

Le même jour, 19 Mai , la Municipalité écrivoit que le détachement de Bordeaux *venoit fondre sur la ville le fer & la flamme à la main*, & le 20, les Députés de la Municipalité , dont deux Officiers municipaux , témoignioient à Marmande au nom de leurs commettans, au détachement Bordelais, *l'admiration dont les remplissoit le beau dévouement & la généreuse démarche de la Garde Nationale Bordelaise*. Ce qui est prouvé par le procès-verbal du détachement de Bordeaux.

Il est articulé, dans les procès remis à votre Comité , qu'on laissoit croire au peuple de Montauban que les intentions de l'Armée Bordelaise étoient hostiles , & qu'on

rassembloit de toutes parts la poudre à tirer, qu'on faisoit fondre des balles, faire des cartouches, des lances, forger des hallebardes, & qu'on essaya même de se procurer du canon.

Depuis les malheurs arrivés à Montauban, la Municipalité a fait ses efforts pour faire écarter les soupçons auxquels sa conduite antérieure avoit donné lieu. Elle a fait différentes opérations pour rétablir le calme; elle a exécuté depuis ce temps plusieurs de vos décrets, notamment en ce qui concerne les visites des maisons religieuses.

Elle a aussi fait prêter le serment civique à la Garde Nationale, mais elle avoit, sur une pétition antérieure, déclaré qu'il n'y avoit lieu de prononcer sur cette demande. Les Officiers municipaux observent que les circonstances n'avoient pas permis de le faire prêter plus tôt. Votre décret du mois de Janvier l'ordonnoit cependant. Il est évident que la Municipalité ne vouloit recevoir de serment qu'autant que la Garde Nationale seroit accrue, augmentée & composée comme elle le desiroit. Elle l'a fait prêter aussi tôt après la nouvelle composition, & après que l'autorité enlevée aux uns a été confiée à ceux que la Municipalité vouloit en revêtir.

Votre Comité a pensé, Messieurs, que les efforts faits par la Municipalité de Montauban depuis le 10 Mai, pour vous prouver sa déférence à vos décrets, ne peuvent excuser la conduite qu'elle a tenue tant avant que ce jour-là même.

Il a remarqué que dans tous les temps & dans toutes les circonstances, la Garde Nationale s'étoit conduite envers la Municipalité, avec les égards & la subordination qu'on pouvoit exiger d'elle; que les prétentions qu'elle a élevées ne peuvent point être envisagées comme un crime; & que son recours à votre autorité, en annonçant son respect & sa confiance, n'ont d'ailleurs pu indisposer la Municipalité, puisque l'exécution étoit provisoirement

vifoiement donnée aux ordres des Officiers municipaux. Le changement opéré par la Municipalité dans la Garde Nationale est une entreprise évidente sur ses droits, puisque par vos décrets, & notamment par celui du 10 Avril, tout devoit s'opérer de concert. Il a paru à votre Comité que le nouvel ordre de choses, établi dans cette Garde Nationale, ne peut subsister. Vous n'avez à choisir que de deux partis l'un, ou de laisser les choses dans leur état actuel, auquel cas vous confirmerez l'espèce de proscription prononcée contre les membres chassés & les familles qui ont été forcées de quitter la ville; ou de rétablir les choses dans leur ancien état, auquel cas les Citoyens actifs s'enrôleront, par la voie d'incorporation, dans les compagnies & bataillons créés par le règlement du 11 Septembre. Dans cette alternative, votre Comité a pensé que vous ne balanceriez pas à prononcer d'après les principes consacrés par vos décrets, & particulièrement celui du 10 Avril, rendu pour la ville de Montauban même.

Quant aux Officiers municipaux, votre Comité n'a pu être de l'opinion du Ministre qui leur a donné des éloges (1). Après avoir suivi de point en point leur mar-

(1) Cette phrase a excité les réclamations de M. Guignard. Dans l'intervalle du jour où le Rapport fut fait à l'Assemblée Nationale, à celui où le Décret fut rendu, ce Ministre fit distribuer aux Députés un recueil imprimé de huit lettres qu'il dit avoir adressées à la Municipalité de Montauban.

En tête de ce recueil est cet avertissement :

« M. le Rapporteur, à l'Assemblée Nationale, de l'affaire de » Montauban, a énoncé que le Secrétaire d'Etat, dans le Département duquel est cette Ville, avoit écrit une lettre d'approbation » à la Municipalité de Montauban; & sur ce qu'on lui a demandé » quel est le Secrétaire d'Etat, il a nommé M. de Saint- » Priest.

« Le Roi a daigné permettre à M. Guignard de Saint-Priest, » de rendre ces lettres publiques. »

Le Rapporteur, qui n'a pas cru devoir analyser les lettres de Rapport fait par Pierre-Jacques Vieillard. E

che envers la Garde Nationale depuis le moment de leur institution, votre Comité s'est convaincu qu'ils ont fait

M. Guignard, ni se permettre à cet égard aucune réflexion, écrivit, le 27 Juillet, à ce Ministre, la lettre suivante :

Paris, ce 27 Juillet 1790.

« Quoiqu'on ne vous ait pas rendu très-exactement, Monsieur, » ce que j'ai dit, relativement à vous, dans la Séance de Jeudi » dernier, à l'Assemblée Nationale, en faisant le Rapport de » l'affaire de Montauban, je me dois à moi-même de rétablir » ce que j'ai dit, & d'indiquer ce qui m'a autorisé à m'expliquer » ainsi : voici ma phrase, mot pour mot ;

» Quant aux Officiers municipaux, votre Comité n'a pu être » de l'opinion du Ministre qui leur a donné des éloges.

» On demanda le nom du Ministre, j'e répondis que c'étoit de » vous que j'entendois parler.

» Je n'ai point cité de lettre d'approbation ; de votre part, » aux Officiers municipaux ; je n'ai jamais été saisi de votre » correspondance.

» Je m'étois fait inscrire, pour la parole, hier au soir, au » moment où la discussion étoit ouverte sur l'affaire de Mon- » tauban ; & mon projet étoit de donner à l'Assemblée Nationale » l'éclaircissement que je prends le parti de vous transmettre. » La discussion fut fermée après cinq heures de séance, avant » que mon tour pour parler fût arrivé.

» Le Détachement Bordelois a adressé, le 22 Juin, à l'Assemblée Nationale le rapport de son expédition vers Moissac.

» Ce Mémoire a été renvoyé au Comité des Rapports.

» On lit, page 7 de ce Rapport, les expressions suivantes :

» Nous vîmes, avec une surprise dont nous ne sommes pas » encore revenus, par une copie de la lettre de M. de Saint- » Priest à la Municipalité de Montauban, que le Ministre té- » moigne AUX MUNICIPAUX LA SATISFACTION DU ROI » SUR LEUR CONDUITE. Sans doute, il étoit mal informé des » évènements mêmes qui avoient occasionné sa lettre ; mais nous » espérons qu'en s'instruisant mieux & en éclairant la religion » du Monarque, il auroit retiré CES TÉMOIGNAGES HASARDÉS

naître, autant qu'ils l'ont pu, les occasions de mortifier ce corps; que loin d'agir de concert avec lui, ils ont cher-

» *DE CONTENTEMENT, qui sembloient contredire l'opinion publique & même les dispositions de vos Décrets.*

» Je suivrai votre exemple : quand vous avez rendu publiques, par la voie de l'impression, les lettres que vous dites avoir écrites aux Officiers municipaux de Montauban, vous avez laissé aux lecteurs le soin d'en tirer les inductions convenables : je laisserai aussi au public celui de conclure du fragement du rapport du Détachement Bordelois. La seule conséquence que je veux en tirer moi-même est celle qu'après avoir annoncé à l'Assemblée Nationale que je lui donneroïis, quand elle le demanderoit, la lecture des pièces sur lesquelles chaque fait énoncé dans le Rapport étoit appuyé, j'ai rempli ma mission, sinon avec tous les talens qu'on peut désirer, au moins avec la probité & la délicatesse qui ont toujours été & seront toujours mes guides.

» Je suis très-parfaitement, &c. *Signé, VIEILLARD.* »

M. Guignard fit au Rapporteur la réponse suivante.

Paris, ce 29 Juillet 1790.

» J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 27 de ce mois : j'ai pris la lecture des éclaircissements qu'elle contient, & je vous remercie de votre attention à me les communiquer.

» Je suis très-parfaitement, &c. *Signé, GUIGNARD.* »

Depuis cette réponse qui, comme on le voit, est datée du 29 Juillet, M. Guignard s'est permis de faire imprimer dans un Mémoire à consulter, dont l'objet est absolument étranger à cette affaire, Mémoire distribué aux Membres de l'Assemblée Nationale le 6 Août, que le Rapporteur de l'affaire de Montauban l'avoit encore comme dénoncé de nouveau à l'Assemblée Nationale.

Du moins ce Rapporteur, continue-t-il : « qui, dans son Opinion, blâmoit fortement la Municipalité, a assuré que j'avois écrit à cette Municipalité une lettre d'approbation, & je n'ai pas besoin de dire ce que cette observation seule pouvoit attirer

ché à appesantir sur lui leur autorité ; qu'ils ont donné au fanatisme l'aliment le plus fort , en permettant & encore en ne surveillant pas les assemblées des soi-disans Catholiques ; que les malheurs du 10 Mai ne doivent

» de défaveur sur mon compte, dans un moment comme celui-ci. »

M. Guignard doit savoir que le Rapporteur d'un Comité porte à l'Assemblée l'Opinion de ce Comité. Si la conduite des Officiers municipaux de Montauban a paru blâmable, ce n'a pas été le Rapporteur seulement qui l'a trouvée telle ; le Comité entier en avoit porté le même jugement. Quels peuvent donc être les motifs qui ont déterminé M. Guignard à réduire l'avis d'un Comité entier à l'opinion individuelle du Rapporteur ? On ne peut supposer que son intention ait été de diminuer la valeur de cette opinion, sur-tout après que l'Assemblée Nationale, aux Décrets de laquelle M. Guignard a dit qu'il porte la plus entière soumission, a, par celui du 26 Juillet, adopté entièrement le Projet du Comité.

Pourquoi M. Guignard vient-il répéter, dans ce Mémoire du 6 Août, que le Rapporteur a assuré qu'il avoit écrit à la Municipalité de Montauban *une lettre d'approbation* ? Pourquoi cette affectation de sa part, de mettre ces mots : *une lettre d'approbation*, en lettres italiques ?

Il faisoit, dès le 27 Juillet, que le Rapporteur n'avoit pas dit cela. Il étoit parfaitement instruit des expressions dont celui-ci s'étoit servi. Sa réponse du 29 ne laisse aucun doute à cet égard.

M. Guignard a trouvé plus commode de composer, à sa fantaisie, l'espèce de dénonciation qu'il dit avoir été faite contre lui, pour avoir le plaisir de la combattre & de se plaindre tout à son aise.

Nous n'examinerons pas si l'allusion, qui termine le Mémoire à consulter de M. Guignard, est juste. Nous nous sommes proposé d'en abandonner le jugement au Public ; mais nous pensons qu'il eût été de la loyauté & de la franchise de M. Guignard, puisqu'il vouloit faire de cette circonstance un des griefs de son Mémoire, de combattre, s'il le croyoit convenable, non pas l'assertion faite par le Rapporteur, puisqu'il étoit fondé à la faire, encore moins de la défigurer en connoissance de cause ; mais d'établir que le Détachement Bordelais n'avoit pas eu une occasion & une raison légitime pour s'expliquer, comme il l'a fait dans son Mémoire à l'Assemblée Nationale.

leur cause qu'à l'insouciance coupable des Officiers Municipaux, qu'à l'opiniâtreté avec laquelle ils ont voulu faire réussir leur système de création de nouvelles compagnies, malgré les réclamations nombreuses qui étoient faites auprès d'eux; qu'enfin la conduite tenue par les Officiers municipaux le 10 Mai, ne peut qu'attirer sur eux les reproches les plus mérités.

Nous ne vous avons pas donné, Messieurs, comme chose prouvée, le fait sur lequel les deux personnes arrêtées dans la ville de Revel ont unanimement déposé. S'il étoit vrai que les Officiers Municipaux eussent refusé de recevoir, le soir du 10 Mai, les armes qu'on leur rapportoit; s'ils eussent dit au peuple de les garder en l'invitant à revenir, s'il entendoit sonner la grosse cloche, la Municipalité auroit dès-lors encouru les peines les plus sévères : mais quoique nous ne regardions pas ces faits comme certains, quoique nous n'ayons appuyé nos réflexions que sur le procès-verbal de la Municipalité même, votre Comité a pensé qu'on ne pouvoit se dispenser d'ordonner qu'il seroit fait une information de ces mêmes faits, & de tous ceux relatifs à la journée du 10 Mai.

Votre Comité a appris, Messieurs, que par un ordre donné par M. le Garde-des-sceaux, il s'est fait & se continue à Montauban une information sur ce qui concerne l'évènement du 10 Mai : mais nous vous observons qu'une information faite dans la ville où le fanatisme & les passions les plus violentes agitent tous les esprits, & divisent les Citoyens en deux partis, on ne peut raisonnablement se promettre d'acquérir par cette voie les connoissances vraies qu'il est essentiel de se procurer.

Cette information n'est pas nécessaire pour déterminer votre décision telle que vous la porterez aujourd'hui. Si vous vous déterminez à juger la Municipalité de Montauban, relativement à l'exercice des fonctions adminis-

tratives qui lui étoient confiées, vous n'avez besoin à cet égard que du procès-verbal même des Officiers municipaux. Votre Comité s'est particulièrement attaché à ce procès-verbal, qui ne peut être rejeté par les auteurs. Il a remarqué, d'après les réflexions qu'il vous soumet, qu'il en résulte plus qu'à suffire pour établir que les Officiers municipaux sont coupables en ce qu'ils ont omis de faire ce que vos décrets leur prescrivoient de faire, & en ce qu'ils ont fait ce qu'ils ne devoient pas faire.

L'information deviendra sans doute nécessaire, mais votre Comité croit que ce ne peut être au Juge de Montauban, que le soin de la faire doit être confié. Les Citoyens qui ont été détenus vous ont présenté une adresse dans laquelle ils vous supplient de nommer un autre tribunal que celui de Montauban.

Dans ces circonstances, votre Comité a l'honneur de vous proposer le projet de décret suivant.

Projet de Décret.

« L'ASSEMBLÉE NATIONALE, après avoir entendu
 » son Comité des Rapports, déclare que l'information
 » commencée devant le Juge de Montauban, relative-
 » ment à l'événement arrivé dans cette Ville le 10 Mai
 » dernier, demeure comme non-avenue;
 » Ordonne que son Président se retirera par-devers le
 » Roi, pour supplier Sa Majesté de donner des ordres
 » pour que l'ancienne Garde Nationale Montalbonoise
 » soit rétablie dans le même état qu'elle étoit avant l'Or-
 » donnance des Officiers municipaux de ladite Ville,
 » en date du 6 Avril dernier; laquelle Ordonnance, ainfi
 » que tout ce qui a été fait en conséquence, est déclarée

» comme non-avenue, sauf aux Citoyens actifs, qui n'é-
 » toient pas de ladite Garde ancienne, à s'y faire in-
 » corporer, conformément au Décret du 12 Juin dernier.

» L'Assemblée Nationale décrète, 1°. qu'il sera
 » informé devant les Officiers municipaux, Juges ordi-
 » naires en matière criminelle à Toulouse, à la diligence
 » de la partie publique, de tous les événemens arrivés
 » à Montauban le 10 Mai, ainsi que de tous ceux qui y
 » sont relatifs, tant antérieurs que postérieurs à ladite
 » époque, en circonstances & dépendances; à l'effet de
 » quoi les pièces déposées au Comité des Rapports
 » seront incessamment adressées à ladite partie publique.

» 2°. Que, jusqu'à ce qu'il soit statué sur ladite infor-
 » mation, les Membres du Corps municipal de Montau-
 » ban demeureront suspendus de leurs fonctions, à l'épo-
 » que de la notification qui leur sera faite du présent
 » Décret.

» 3°. Que les Administrateurs du Département du Lot,
 » ou de son Directoire, commettront, sur l'avis du Direc-
 » toire du District de Montauban, six personnes pour
 » remplir provisoirement dans cette Ville les fonctions
 » municipales, dont une sera par eux indiquée pour faire
 » les fonctions de Maire, & une autre pour remplir celles
 » de Procureur de la Commune.

» 4°. Que la notification du présent Décret & de la
 » Commission qui sera nommée, sera faite au même
 » instant aux Officiers qui composent la Municipalité de
 » Montauban, par les Administrateurs du Département
 » ou de son Directoire.

» L'Assemblée Nationale charge son Président d'écrire
 » à la Troupe de Maréchaussée à Montauban, pour lui

» témoigner sa satisfaction de la conduite qu'elle a tenue
» le 10 Mai (1).

(1) Ce Projet de Décret a été adopté le 26 Juillet par l'Assemblée Nationale, avec la disposition suivante :

« Décrète que son Président se retirera auprès du Roi, pour le
» prier de substituer deux Régimens quelconques à celui qui est
» à présent en garnison dans cette Ville. »

F I N.